



# Bien en vue

Beijing et son réseau  
d'influence étrangère  
sans limites au  
Canada

mai 2021

**ALLIANCE**  
CANADAHK



# Remerciements

Ce rapport n'aurait pas été possible sans la contribution de nos bénévoles de l'Alliance Canada Hong Kong (ACHK). Ceux-ci ont sacrifié leur sommeil, leurs fins de semaine et leur temps libre pour faire des recherches et rédiger et réviser ce rapport. Nous sommes immensément reconnaissants du soutien de la communauté.

Nous sommes également redevables des spécialistes que nous avons consultés pour ce rapport. Merci pour votre enthousiasme, votre générosité et vos commentaires. Votre participation a rendu ce rapport meilleur.

# Avertissement

Ce rapport est non commandité, et en date du 31 mai 2021, l'ACHK ne compte aucun employé rémunéré. Le rapport a été entièrement écrit par des bénévoles.

La présente publication est conçue pour fournir des renseignements exacts et fiables sur le sujet, lesquels sont basés sur des sources crédibles. Elle est présentée avec la compréhension qu'il s'agit d'un mémoire renfermant des conseils politiques adressés au gouvernement du Canada, aux élus et aux décideurs. Personne, mis à part les fonctionnaires et les autorités gouvernementales, ne devrait prendre des mesures en fonction du contenu du présent document sans d'abord recevoir l'avis d'un professionnel qualifié.

# Table des matières

<i>Remerciements</i>	<b>0</b>
<i>Avertissement</i>	<b>1</b>
<i>Table des matières</i>	<b>2</b>
<i>Introduction</i>	<b>4</b>
<i>Faits à considérer</i>	<b>5</b>
<i>Influence politique</i>	<b>5</b>
Méthodes	<b>6</b>
Sujets d'inquiétude importants	<b>7</b>
<i>Emprise des élites</i>	<b>8</b>
Méthodes	<b>8</b>
Sujets d'inquiétude importants	<b>9</b>
<i>Surveillance et intimidation de la diaspora et des communautés dissidentes</i>	<b>10</b>
Méthodes	<b>10</b>
Sujets d'inquiétude importants	<b>12</b>
<i>Guerre de l'information et du discours narratif</i>	<b>13</b>
Méthodes	<b>14</b>
Sujets d'inquiétude importants	<b>16</b>
<i>Influence dans les milieux universitaires et vulnérabilité de la propriété intellectuelle</i>	<b>16</b>
Méthodes	<b>17</b>
Sujets d'inquiétude importants	<b>19</b>
<i>Sécurité nationale</i>	<b>20</b>
Méthodes	<b>21</b>

<b>Sujets d'inquiétude importants</b>	<b>22</b>
<b><i>Département du travail du Front uni</i></b>	<b>24</b>
<b>Méthodes</b>	<b>25</b>
<b>Sujets d'inquiétude importants</b>	<b>27</b>
<b><i>Recommandations</i></b>	<b>28</b>
<b>Restrictions actuelles</b>	<b>28</b>
<b>Programme de transparence en matière d'influence étrangère et commission publique sur l'influence étrangère</b>	<b>29</b>
Programme de transparence en matière d'influence étrangère	29
Commission publique sur l'influence étrangère	30
Justification	30
<b>Soutenir la recherche canadienne et les droits de propriété intellectuelle</b>	<b>31</b>
Politique fédérale cohésive	31
Financement de l'innovation canadienne	31
<b>Investir dans les ressources et les infrastructures pour les communautés ethniques au Canada</b>	<b>32</b>
<b>Protéger les données et les renseignements d'utilisateur du Canada</b>	<b>32</b>
<b><i>Conclusion</i></b>	<b>33</b>
<b><i>Annexe A – Propos tirés de forums de la communauté chinoise</i></b>	<b>34</b>
<b><i>Annexe B – Entrevues</i></b>	<b>38</b>
Entrevue n° 1	38
Entrevue n° 2	42
<b><i>Annexe C – Recommandations de lecture</i></b>	<b>46</b>

# Introduction

Depuis longtemps, le Parti communiste chinois (PCC) aspire à créer un nouvel ordre international en « unissant les amis et en isolant les ennemis »<sup>1</sup>. Cette lutte idéologique se prépare depuis des dizaines d'années tandis que la Chine accroît ses capacités à combattre ce qu'elle considère comme un impérialisme occidental incontesté à la suite du « siècle d'humiliation » qu'elle a subi. En tirant profit de l'interconnexion entre la technologie, la société et la technologie qu'a entraînée la mondialisation, le PCC a étendu sa portée au-delà des frontières physiques de la République populaire de Chine (RPC).

L'obsession du PCC de préserver son pouvoir alimente encore plus le désir de la Chine de parvenir à un contrôle totalitaire mondial<sup>2</sup>. Dans sa compréhension de la sécurité nationale, Beijing voit l'économie, la culture, la technologie, la gouvernance et d'autres aspects de la stabilité sociale comme des composantes essentielles de la sécurité du régime. Afin de réaliser les objectifs de Beijing, l'appareil étatique utilise la mondialisation pour acquérir du pouvoir. Dans le but de préserver leurs intérêts idéologiques, économiques et partisans, les autorités chinoises s'immiscent dans les systèmes politiques de pays libéraux démocratiques pour entraîner un virage des milieux politiques vers des politiciens et des politiques pro-Chine.

La stratégie utilisée par Beijing comprend de cibler les réseaux mondiaux, les normes internationales et les plateformes multilatérales. En se servant de l'intégration comme d'une arme, le PCC se taille une place dans la sphère internationale et se joint à des institutions mondiales bien établies, entre autres les Nations Unies, Wall Street, Hollywood, des infrastructures et des ports internationaux et l'Organisation mondiale de la Santé, pour arriver un jour à les miner et à les remodeler. Même si les vastes opérations d'ingérence chinoise au pays ont fait l'objet d'exposés de la part du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), d'articles dans les médias et d'avertissements répétés, on observe toujours un manque de connaissances et de compréhension de ces réseaux d'influence au sein des institutions, des milieux politiques et de la société au Canada.

Les tactiques déployées par le PCC et ses affiliés se regroupent sous sept grandes catégories abordées dans le présent rapport : 1) influence politique; 2) emprise des élites; 3) surveillance et intimidation; 4) information et discours narratif; 5) influence dans les milieux universitaires et vulnérabilité de la propriété intellectuelle; 6) sécurité nationale; 7) Département du travail du Front uni (DTFU).

Le rapport se veut un aperçu et offre des réflexions sur les opérations d'influence du PCC au Canada. Les activités menées par l'État-parti chinois et ses affiliés brouillent couramment la frontière entre influence étrangère et ingérence étrangère. Pour distinguer l'influence de l'ingérence, il faut absolument considérer ces activités selon trois catégories : secrètes, coercitives et corrompues.

Le Canada ne possède pas de cadre général en matière d'ingérence étrangère pour s'attaquer à ces problèmes. Comme nous entrons dans une nouvelle ère géopolitique, un tel cadre doit constituer une priorité à tous les niveaux de gouvernement au Canada. La dernière section de

---

<sup>1</sup> [Record of Deng Xiaoping's Speech: Conference Paper](#) (1 June, 2018). Red Flag Publishing Company.

<sup>2</sup> [Annual Report 2020](#) (18 December, 2020). National Security and Intelligence Committee of Parliamentarians.

ce mémoire fournit des recommandations sur les actions que peut prendre le Canada pour combattre l'ingérence étrangère et affaiblir l'influence étrangère.

## Faits à considérer

Les facteurs suivants à considérer ne sont pas abordés à grande échelle dans les milieux de la recherche et des médias, mais il est essentiel d'en tenir compte quand on discute de l'État-parti chinois et de ses opérations.

D'abord, la diaspora n'est pas un monolithe et ne devrait pas être considérée de la sorte. La nouvelle ère de relations géopolitiques avec la RPC a engendré des tensions raciales grandissantes. Les personnes qui se disent d'origine chinoise n'appuient pas toutes le régime du PCC; une telle allégation est réductrice et pernicieuse. Devant la montée de la xénophobie et des sentiments anti-asiatiques, ces idées fausses sont une menace réelle pour la sécurité publique<sup>3</sup>.

Deuxièmement, l'appareil étatique chinois a mis en place un système de contrôle, de surveillance et d'influence mondial sur la diaspora, y compris les citoyens chinois. Cela a généré un climat de silence et de peur. Beaucoup craignent de critiquer le gouvernement chinois, car cela pourrait leur coûter des possibilités de carrière et d'affaires, les empêcher de retourner dans les territoires contrôlés par la RPC et même mettre en péril leur sécurité et celle des membres de leur famille élargie<sup>4</sup>. En plus de se censurer elles-mêmes, les communautés chinoises et la diaspora s'adonnent fréquemment à une surveillance et à un contrôle policier indirects. Les gens qui s'opposent ouvertement au PCC en paient souvent durement le prix. Ils doivent, par exemple, s'exiler ou ils subissent du harcèlement<sup>5</sup>.

Enfin, on ne devrait pas présumer que les entreprises privées chinoises mènent leurs activités indépendamment de l'appareil étatique<sup>6</sup>. Contrairement à leurs équivalents occidentaux, les entreprises privées chinoises sont étroitement régulées pour servir l'appareil étatique<sup>7</sup>. Les limites floues entre le secteur privé chinois et les autorités chinoises sont mal comprises au sein de la société politique et civile canadienne. En collaborant avec le secteur privé chinois, les entités canadiennes courent le risque d'être soumises aux codes de Beijing.

## Influence politique

De nombreux incidents notables liés à l'influence politique inappropriée et trop ambitieuse de la Chine ont été documentés au Canada et dans ses pays alliés. Mais les opérations d'influence du PCC sont généralement passées sous le radar des politiciens, des organismes de surveillance, des médias et du public, ou ont simplement été ignorées. En raison de la nature

---

<sup>3</sup> [Reports of Anti-Asian hate crimes are surging in Canada during the COVID-19 pandemic](#) (17 March, 2021). *CTV News*.

<sup>4</sup> [Why some Chinese immigrants living in Canada live in silent fear](#) (25 February, 2019). *The Globe and Mail*.

<sup>5</sup> [Harassment & Intimidation of individuals in Canada working on China-related human rights concerns](#) (March 2020). *Canadian Coalition on Human Rights in China & Amnesty International Canada*.

<sup>6</sup> [How the state runs business in China](#) (25 July, 2019). *The Guardian*.

<sup>7</sup> [China's Xi Ramps Up Control of Private Sector](#) (10 December, 2020). *The Wall Street Journal*.

apparemment bénigne des tactiques employées par les acteurs étrangers, il est difficile de faire le portrait des systèmes d'influence finement entremêlés<sup>8</sup>. La stratégie d'influence politique du PCC s'appuie largement sur les incitatifs économiques et l'ingérence électorale. De plus, l'emprise des élites<sup>9</sup>, qui sera abordée dans la section suivante, est l'une des tactiques de prédilection de l'État-parti chinois.

## Méthodes

L'influence politique au Canada est exercée durant les campagnes électorales et s'étend également aux politiciens, aux fonctionnaires, aux intervenants politiques, aux ex-parlementaires et aux diplomates.

Bien que les opérations soient menées au niveau fédéral, la stratégie d'influence politique cible couramment des politiciens à l'échelle provinciale et municipale<sup>10 11</sup>. Les politiciens locaux tendent à moins se soucier des dossiers de politique étrangère (voir l'Annexe B – Entrevue n° 2), qui sont principalement vus comme relevant du gouvernement fédéral<sup>12</sup>. Beijing tire avantage de cette méconnaissance des opérations d'influence étrangère<sup>13</sup>. Les décideurs se voient généralement offrir des incitatifs sous forme de projets d'investissement<sup>14</sup> et de contrats commerciaux<sup>15</sup> lucratifs qui profiteraient grandement aux communautés locales. Les acteurs politiques provinciaux, territoriaux et municipaux sont particulièrement vulnérables aux ententes financières attrayantes et exagérées, car les communautés qu'ils servent peuvent devenir dépendantes de ces occasions de financement.

On observe de l'influence politique dans toutes les régions et à tous les niveaux de gouvernance au Canada. Parmi les cas les plus notables, on retrouve : l'initiative La Ceinture et la Route en Colombie-Britannique<sup>16</sup>, les investissements de Dondu International en Nouvelle-Écosse<sup>17</sup>, les projets d'extraction de ressources à Terre-Neuve-et-Labrador<sup>18 19</sup> et l'ex-ministre de l'Ontario Michael Chan, qui, selon le SCRS, entretiendrait des liens avec le consulat de Chine et serait sous l'influence du gouvernement chinois<sup>20</sup>.

---

<sup>8</sup> This report investigates and outlines the United Front network of official agencies that reaches outside of the PRC to carry out influence and interference operations on behalf of the party-state: [The Party Speaks for You](#) (9 June, 2020). *Australian Strategic Policy Institute*.

<sup>9</sup> [Why CSIS believes Canada is a 'permissive target' for China's interference](#) (24 June, 2020). *Global News*.

<sup>10</sup> [Running for municipal office, I was targeted by China](#) (24 August, 2020). *Toronto Star*.

<sup>11</sup> ['Prime targets': Are Canada's local politicians in the sights of Beijing's global PR machine?](#) (14 August, 2020). *Toronto Star*.

<sup>12</sup> [China's playbook for hooking local governments](#) (12 February, 2020). *Axios*.

<sup>13</sup> BC NDP said that "foreign policy relations are the responsibility of the federal government, not the provincial government: [BC NDP silent on China's human rights; ambiguous on Belt and Road Initiative](#) (20 October, 2020). *Business Intelligence for BC*.

<sup>14</sup> [DongDu International's Nova Scotia developments slow to take](#) (19 April, 2016). *CBC*.

<sup>15</sup> BC Liberal Party initiated several trade missions to China between 2013 and 2017 and signed an MOU on that country's "One Belt One Road" global trade initiative: [Chinese Communist Party agreement with B.C. needs federal 'cues': Wilkinson](#), (16 October, 2020). *Business Intelligence for BC*.

<sup>16</sup> [China is paving its 'belt and road' to British Columbia](#) (17 August, 2020). *Business Intelligence for BC*.

<sup>17</sup> [Why a Chinese real estate firm is planning to pump \\$3-billion into tourism in Nova Scotia](#) (27 May, 2014). *Financial Post*.

<sup>18</sup> [Iron ore 'one of the highlights' of N.L. economy amid catastrophic pandemic](#) (21 May, 2020). *CBC*.

<sup>19</sup> [Chinese company gets green light to explore offshore of Newfoundland and Labrador](#) (28 December, 2019). *The Saltwire*.

<sup>20</sup> [Kathleen Wynne defends cabinet minister CSIS alleges is under influence of Chinese government](#) (17 June, 2015). *National Post*.

Les tactiques du PCC pour influencer les élections<sup>21</sup> comprennent l'offre d'incitatifs aux communautés chinoises et à la diaspora pour qu'elles élisent des politiciens qui favorisent les relations avec la Chine<sup>22</sup>. Souvent à l'insu des candidats politiques, leurs groupes de campagne WeChat sont rapidement pris d'assaut par des individus et des groupes qui ont des intérêts personnels ou maintiennent des liens étroits avec des acteurs du DTFU (qui sera présenté en détail dans une prochaine section)<sup>23</sup>. Les acteurs politiques se servent de ces groupes WeChat pour mobiliser les donateurs et les bénévoles. Il est à noter que ces groupes particuliers ne forment qu'une petite minorité de la diaspora sino-canadienne et ne la représentent pas de façon générale. Certains Canadiens d'origine chinoise se sont tournés vers les forums en ligne<sup>24</sup> pour se plaindre que des groupes liés au DTFU agissent faussement au nom de la communauté (voir l'Annexe A). De nombreux intervenants politiques du Canada croient sincèrement qu'ils interagissent avec des organisateurs et des organismes communautaires quand, en fait, ils discutent avec des personnes ayant des liens étroits avec les consulats ou l'ambassade de Chine<sup>25</sup>.

## Sujets d'inquiétude importants

Bien que les contributions politiques soient régies par des institutions démocratiques, telles qu'Élections Canada et le Commissaire à l'éthique et à la déontologie, les opérations d'influence politique ne se limitent pas aux périodes électorales et à l'engagement civique. D'autres formes de contribution, notamment la mobilisation de bénévoles, les dons en nature et l'aide communautaire, sont des activités qui ne peuvent pas être régies. Sans des cadres adéquats et la sensibilisation des aspirants politiques de tous les niveaux à l'influence politique étrangère, les candidats et les campagnes sont vulnérables à celle-ci. Certaines régions du Canada risquent davantage de subir l'ingérence politique active du PCC. Pour bon nombre de provinces et territoires, les investissements locaux d'intervenants affiliés à l'État-parti chinois ont engendré une dépendance, qui permet à des acteurs étatiques d'amener les acteurs politiques à leur obéir en échange d'investissements et de financement continus. Rares sont les possibilités pouvant s'apparenter au financement offert par le PCC et ses affiliés au Canada.

Les opérations d'influence politique continuent d'être réalisées malgré les preuves présentées, et de nombreux politiciens canadiens baignent dans des situations qui les rendent vulnérables<sup>26</sup>. Sans des cadres de réglementation, de la sensibilisation et des directives claires à l'échelle nationale, les acteurs politiques sont vulnérables aux investissements étrangers insensés et à des partenariats avec des intervenants étatiques malveillants. Il est extrêmement risqué de ne pas renseigner les politiciens et les fonctionnaires sur l'influence étrangère clandestine et les activités d'espionnage lorsque des acteurs majeurs tentent d'influencer les

---

<sup>21</sup> China, India trying to promote sympathetic candidates, say government and intelligence sources. [Federal parties being warned of efforts by 6 foreign countries to influence election: sources](#) (16 September, 2019), CBC.

<sup>22</sup> Canada Wenzhou Friendship Society WeChat group offered a \$20 "transportation subsidy" incentive for Chinese-Canadians to vote for Wai Young: [Update: Vancouver city hall refers WeChat vote-buying scheme to police](#) (12 October, 2018). *The Breaker*.

<sup>23</sup> [Trudeau says using minister's WeChat group to fund lawsuit against journalist was 'unacceptable'](#) (26 May, 2020). *Global News*.

<sup>24</sup> Translated text available in Appendix A: [原创：祖国饶了我们吧！我们华人只想安静地在加拿大生活](#) [Translated: Original Post: China give us a break. We, the Chinese people, only want to live in Canada quietly.] (30 May, 2020). *Chinese Chat Forum*.

<sup>25</sup> [Did Canadian politicians know the victims of a targeted shooting at a trendy Richmond restaurant?](#) (5 October, 2020). *Global News*.

<sup>26</sup> Tong Xiaoling, the Chinese consul-general in Vancouver rubs shoulders with many politicians in CBA reception: [Defence minister ripped for attending gala honouring Chinese Communist Party anniversary](#) (1 October, 2019). *National Post*.

décisions<sup>27</sup> et l'opinion publique<sup>28</sup> au Canada. Dans le contexte actuel, il est difficile de savoir quand des décideurs canadiens exercent un consentement éclairé ou concluent involontairement des accords coercitifs.

## Emprise des élites

Beijing applique aussi sa tactique d'emprise des élites auprès de la fonction publique, des universités<sup>29</sup>, du secteur privé<sup>30</sup> et des organismes sans but lucratif<sup>31 32 33</sup>. Même si la RPC n'est pas la seule nation à pratiquer ce genre d'activités, elle fait partie des pays qui en retirent le plus de succès. Il est important de préciser que le PCC ne souhaite pas provoquer un exode des talents au sein des élites canadiennes ni corrompre celles-ci, mais plutôt créer de l'engagement, influencer les décisions politiques et susciter des discussions populaires<sup>34</sup> qui servent mieux les intérêts de l'État-parti chinois<sup>35</sup>.

## Méthodes

La tactique d'emprise des élites est non seulement utilisée par des acteurs de l'État-parti chinois, mais aussi par des individus, des entreprises et des organisations qui entretiennent des liens avec le PCC et les autorités chinoises. Beijing a eu recours à diverses stratégies et tactiques pour cibler des personnalités influentes et des décideurs du Canada, en faisant appel à leurs intérêts personnels, sociaux, politiques et professionnels.

La formule derrière les opérations d'emprise des élites que mènent le PCC et ses affiliés peut être résumée en un processus simple. D'abord, une occasion lucrative est offerte à un individu. Cela peut ensuite être utilisé contre cette personne comme pouvoir de négociation pour la forcer à se plier à la demande du régime (voir l'Annexe B – Entrevue n° 1).

Parmi les tactiques musclées et délibérées bien connues, on retrouve les voyages toutes dépenses payées en Chine orchestrés avec soin<sup>36 37</sup> pour influencer les perceptions et générer des sympathisants bruyants, les invitations à des événements liés au Département du travail du Front uni<sup>38</sup>, l'influence exercée par l'entremise d'incitatifs commerciaux et économiques

---

<sup>27</sup> E-Petition 2857 to Free Meng: [e-2857 \(Foreign affairs\)](#) (29 September, 2019). *House of Commons*.

<sup>28</sup> [Former parliamentarians, diplomats pen letter calling on Canada to release Meng](#) (24 June, 2020). *CBC*.

<sup>29</sup> [Gorden Houlden, President of China College, University of Alberta, Canada, Gives a Lecture to English Course](#) (5 November, 2014). *International College of Defence Studies, People's Liberation Army*.

<sup>30</sup> [China is paving its 'belt and road' to British Columbia](#) (17 August, 2020). *Business Intelligence for BC*.

<sup>31</sup> [CSIS Public Report 2020](#) (April 2021). *Canadian Security Intelligence Service*.

<sup>32</sup> [Former parliamentarians, diplomats pen letter calling on Canada to release Meng](#) (24 June, 2020). *CBC*.

<sup>33</sup> [Morning Update: CSIS warns about Beijing's efforts to recruit Canadian scientists](#) (6 August, 2020). *The Globe and Mail*.

<sup>34</sup> [Richmondite hopes UBC business forum can bridge Canada-China divide](#) (9 March, 2021). *Richmond News*.

<sup>35</sup> [Interview: Author Joanna Chiu on how the West tried to curry favour with an expansionist China](#) (22 May, 2021). *Hong Kong Free Press*.

<sup>36</sup> [Coquitlam school trustees' free trips to China raise ethical concerns](#) (9 December, 2017). *Vancouver Sun*.

<sup>37</sup> [Port Coquitlam mayor 'appalled' elected school board trustees are considering trip paid for by China](#) (16 January, 2019). *Global News*.

<sup>38</sup> After being elected the first mainland Chinese PC MPP in Ontario in 2018, Ke became the only MPP to attend the launch of a pro-China Tibet group, itself sporting close ties to the Chinese consulate and its network of pro-Beijing groups - the Toronto Confederation of Chinese Canadian Organizations: [Is China interfering in Canada's election?](#) (1 October, 2020). *True North, Far East*.

bénéfiques pour une région, la commandite d'événements culturels<sup>39 40 41</sup> et de rassemblements sociaux<sup>42</sup>, l'organisation d'événements à participation payante<sup>43</sup>, l'ajout de bénévoles et d'employés dans l'entourage des décideurs<sup>44</sup> et la création de relations parasites en ayant recours aux dons et au capital social<sup>45</sup>.

## Sujets d'inquiétude importants

Les opérations d'emprise des élites sont des stratégies d'influence politique visant à s'immiscer dans le réseau des décideurs, des dirigeants et des élites de tous les secteurs et constituent un moyen efficace d'influencer favorablement le discours canadien sur la Chine<sup>46</sup>. Dans le cadre de la « coopération » et du réseautage entre le Canada et la RPC, ces tactiques ne sont plus contestées et ont été normalisées. La plupart des Canadiens peinent à reconnaître ces pratiques d'emprise des élites comme de l'influence étrangère et à comprendre les risques qu'elles posent pour la sécurité nationale. De nombreux Canadiens voient en ces efforts pour entrer en contact avec des dirigeants du Canada une collaboration inoffensive. Or, souvent, ces activités tombent dans des zones grises et mènent à des opérations d'influence et d'ingérence comme les décideurs tentent de « calmer » leurs « amis » chinois<sup>47</sup>.

Même si la majorité de ces opérations ne sont pas vues comme criminelles ni comme des menaces directes à la sécurité nationale, ces types de comportements sont inappropriés et devraient être divulgués au public canadien. Le Canada ne possède pas de mécanisme de transparence ni de normes réglementaires concernant les acteurs étrangers. Il devient alors très difficile pour les Canadiens de reconnaître ceux qui sont affiliés à l'État-parti chinois. Comme la plupart de ces activités d'influence sont dissimulées du public, cela incite encore plus le PCC et les autres acteurs étrangers malveillants à continuer leurs opérations d'emprise des élites dans la société canadienne.

---

<sup>39</sup> [Annual — and potentially final — Chinese reception at UBCM convention taking place tonight](#) (25 September, 2019). *CBC*.

<sup>40</sup> [Chinese consulate goes ahead with reception for B.C. municipal leaders, despite concerns of foreign relations](#) (26 September, 2019). *The Globe and Mail*.

<sup>41</sup> [Canadian mayors may have unwittingly been targets of Chinese influence campaign](#) (12 March, 2020). *Global News*.

<sup>42</sup> [Consul General Wang Xiping held a welcome reception for the delegation of the Chinese People's Institute of Foreign Affairs](#) [translated] (29 July, 2014). *Consul General of the People's Republic of China in Calgary*.

<sup>43</sup> Zhang Bin is a political advisor to the Chinese government, and after attending the event, he and his partner ... donated \$1 million ... including \$50,000 to build a statue of the former prime minister: [Trudeau defends fundraiser with Chinese businessman who later donated \\$200,000 to father's foundation](#) (25 November, 2020). *CBC*.

<sup>44</sup> [A video links Richmond MP's campaign to pro-China rally](#) (4 October, 2019). *Richmond News*.

<sup>45</sup> In the 1990s, United Front networks just made passive political donations to all Canadian political parties, Fung said. Now they are aggressively lobbying for Beijing's policies, covertly offering political funding from Beijing and attempting to promote covert CCP party members for election: [Why CSIS believes Canada is a 'permissive target' for China's interference](#) (24 June, 2020). *Global News*.

<sup>46</sup> [Claims of Uyghur genocide in China are 'lies,' adviser to B.C. premier says](#) (6 April, 2021). *Toronto Star*.

<sup>47</sup> [Interview: Author Joanna Chiu on how the West tried to curry favour with an expansionist China](#) (22 May, 2021). Hong Kong Free Press.

# Surveillance et intimidation de la diaspora et des communautés dissidentes

Beijing emploie des stratégies de plus en plus musclées et applique même des lois extraterritoriales<sup>48</sup> pour faire taire les critiques du régime du PCC outremer. Ce dernier se sert du nationalisme exprimé par les communautés d'origine chinoise outremer, souvent encouragé et nourri par des intervenants ou des organismes affiliés à l'État-parti, pour mobiliser l'opinion contre les Ouïghours, les Tibétains, les Hongkongais, les Taïwanais, les Chinois et les autres personnes (y compris les Canadiens) qui travaillent dans un domaine touchant aux droits de la personne en Chine ou qui s'expriment sur le sujet<sup>49</sup>.

## Méthodes

Au Canada, les individus et les groupes sont ciblés par des intervenants de l'État-parti chinois et par des nationalistes chinois, directement<sup>50</sup> et indirectement. L'intimidation à l'étranger va de pair avec les menaces faites contre les membres de la famille de ceux qui osent dénoncer. Les autorités chinoises coordonnent les opérations d'intimidation et utilisent des familles vivant dans des régions contrôlées par le PCC comme monnaie d'échange. Les menaces et le harcèlement sont souvent combinés à des campagnes médiatiques chinoises et étrangères visant à entacher la réputation de militants et de chercheurs, ce qui implique un haut niveau de coordination.

Les autorités chinoises ont fait taire un dissident canadien à l'aide d'un message clair : « Arrêter de dénoncer le gouvernement chinois dans les médias canadiens ou la famille à qui il avait rendu visite [à la maison] allait en subir les conséquences<sup>51</sup>. » De nombreux dissidents canadiens membres des communautés tibétaines et ouïghoures ont aussi été les cibles de harcèlement et d'attaques en ligne<sup>52</sup>. Ils ont rapporté avoir reçu des appels téléphoniques et vidéo, souvent via WeChat, de la police ou de membres de leur famille depuis des postes de police chinois locaux. Une autre tactique commune est la « pression d'espionner d'autres Ouïghours et des organisations qui scrutent les autorités chinoises, souvent en retour de contacts avec la famille, de garanties sur la sécurité de membres de la famille ou d'un accès à des visas ou à des passeports<sup>53</sup> ». Récemment, des activistes de Vancouver ont reçu des

---

<sup>48</sup> [If you're reading this, Beijing says its new Hong Kong security law applies to you](#) (7 July, 2020), Fortune.

<sup>49</sup> [Harassment & Intimidation of individuals in Canada working on China-related human rights concerns](#) (March 2020). *Canadian Coalition on Human Rights in China & Amnesty International Canada*.

<sup>50</sup> [China ambassador makes veiled threat to Hong Kong-based Canadians](#) (16 October, 2020). *The Guardian*.

<sup>51</sup> [Don't step out of line': Confidential report reveals how Chinese officials harass activists in Canada](#) (5 January, 2018). *National Post*.

<sup>52</sup> [Tibetan-Canadian student politician, Uyghur rights activists come under attack by Chinese students in Canada](#) (15 February, 2019). *National Post*.

<sup>53</sup> [The cost of speaking up against China](#) (31 March, 2021). *BBC*.

menaces de mort après avoir dénoncé le fait que le président d'un conseil consultatif provincial faisait du détournement cognitif (*gaslighting*) envers les Ouïghours<sup>54</sup>.

Les médias sociaux ont été des outils de surveillance particulièrement utiles, car ils élargissent la portée des autorités de la RPC au-delà des frontières physiques. En 2021, Facebook a repéré une opération de piratage chinoise qui ciblait des Ouïghours dans d'autres pays, dont au Canada. Le logiciel malveillant qui infectait les appareils a été développé par des entreprises privées chinoises à des fins de surveillance<sup>55</sup>.

La surveillance et le harcèlement sont également perpétrés sur des cyberespaces contrôlés par l'État-parti chinois, notamment Zoom<sup>56</sup> et WeChat<sup>57</sup>. Ce dernier est devenu un véhicule mondial de propagande, de surveillance et d'intimidation pour l'État-parti chinois. La mobilisation de nationalistes outremer, la profération de menaces contre des Ouïghours en exil et les campagnes de dénigrement sont souvent faites par l'entremise de ce géant chinois des médias sociaux<sup>58</sup>.

La surveillance et l'intimidation sont utilisées dans les manifestations contre le PCC et à l'endroit de leurs organisateurs. Les activités pro-Beijing sur les médias sociaux s'intensifient fréquemment avant les contre-manifestations pour nuire aux dissidents et en réponse à celles-ci. Les sympathisants pro-Beijing usent toujours de pancartes, de slogans et de tactiques jugées « trop semblables pour être des coïncidences<sup>59</sup> ». Au plus fort de l'agitation à Hong Kong en 2019, on soupçonne que le PCC a coordonné des contre-manifestations dans sept villes canadiennes et 18 villes à travers le monde<sup>60</sup>. Les utilisateurs sur WeChat ont même appelé la communauté à saboter les événements prodémocratie<sup>61</sup>. Des événements de solidarité prévus ont été annulés à Vancouver, Toronto et Montréal en raison de menaces et sous les conseils de la police locale. Après ces incidents, des renseignements et des photos spontanées d'organisateur et de participants prodémocratie ont été publiés sans leur consentement sur Internet<sup>62</sup>.

Depuis 2019, des enregistrements montrent des sympathisants pro-Beijing commettre de la violence verbale et physique à l'endroit de dissidents et d'activistes et de leurs partisans<sup>63</sup>. D'autres incidents liés au mouvement hongkongais prodémocratie dans des écoles secondaires canadiennes ont mené à des agressions physiques et à des craintes pour la sécurité<sup>64 65 66</sup>. Des

---

<sup>54</sup> [Death threats against Chinese Canadian who spoke out on Uyghur genocide claims must be investigated, say B.C. community leaders](#) (14 April, 2021). *Toronto Star*.

<sup>55</sup> [Chinese cyber espionage operation targeted Canadian Uyghurs, says Facebook](#) (24 March, 2021). *CBC*.

<sup>56</sup> [Federal prosecutors accuse Zoom executive of working with Chinese government to surveil users and suppress video calls](#) (18 December, 2020). *The Washington Post*.

<sup>57</sup> [China Intercepts WeChat Texts From U.S. And Abroad, Researchers Say](#) (29 August, 2019). *NPR*.

<sup>58</sup> [Forget TikTok. China's Powerhouse App Is WeChat, and Its Power Is Sweeping](#) (4 September, 2020). *The New York Times*.

<sup>59</sup> [Report: National Security and Chinese State Influence](#) (17 August, 2020). *Alliance Canada Hong Kong*.

<sup>60</sup> [Counter-protests against pro-Hong Kong demonstrators may reflect Chinese state influence](#) (23 August, 2019). *CBC*.

<sup>61</sup> Ottawa Stand with Hong Kong received messages from pro-Beijing nationalists threatening to sabotage their October 1st protest: [Pro-Beijing Nationalists Alert](#) (30 September, 2019). *Ottawan Stand with Hong Kong Facebook*.

<sup>62</sup> [We know where your parents live': Hong Kong activists say Canadian police helpless against online threats](#) (10 September, 2020). *CBC*.

<sup>63</sup> Ottawa Stand with Hong Kong released a statement after being physically and verbally assaulted during the October 1st protest: [Canadians & Canadian-Hong Kongers rising above Chinese nationalists intimidation & attacks](#) (1 October, 2019). *Ottawan Stand with Hong Kong Facebook*.

<sup>64</sup> [Hong Kong-China tensions spill over at Burnaby high school](#) (4 October, 2019). *CBC*.

<sup>65</sup> [Anonymous pro-China letter and a fight at Richmond high school prompt district-wide meetings](#) (4 December 2019). *CBC*.

<sup>66</sup> [Update: China-Hong Kong tensions spill into Richmond high school](#) (2 December, 2019). *Richmond News*.

manifestants pro-Beijing ont insulté d'autres étudiants qui, en solidarité avec Hong Kong, collaient au mur des notes adhésives, et ont ensuite arrachées celles-ci<sup>67 68 69</sup>.

Alimentées par le nationalisme et la désinformation sur WeWatch et dans les médias de langue chinoise, de nombreuses campagnes de harcèlement et d'intimidation ont été organisées par des groupes communautaires ayant des liens connus avec le PCC. Des membres de la communauté nationalistes ont organisé des pétitions, des attaques sur les médias sociaux et des actes de harcèlement contre des personnes qui critiquaient le gouvernement chinois<sup>70 71 72</sup>. Certains ont même offert des repas pour commanditer des partisans pro-Beijing afin qu'ils se rallient contre des activistes prodémocratie de Hong Kong<sup>73</sup>. Il importe de noter que même si certaines de ces activités sont dirigées par les autorités chinoises, elles ne le sont pas toutes. Beaucoup de nationalistes organisent des contre-manifestations et harcèlent les opposants au PCC dans un élan patriotique.

## Sujets d'inquiétude importants

La surveillance et l'intimidation de la diaspora et des dissidents sont une nouvelle forme d'autoritarisme mondial. Elles permettent à l'État-parti chinois d'étendre son influence à l'échelle internationale.

Les autorités policières, locales et fédérales, sont mal préparées et mal outillées pour reconnaître le harcèlement étranger et y réagir. Comme aucun organisme n'a été spécifiquement désigné responsable de gérer les cas d'intimidation et de harcèlement étrangers, les activistes et les dissidents sont souvent ballottés entre les différents organismes d'application de la loi ou reçoivent des réponses évasives lorsqu'ils signalent ces incidents<sup>74</sup>. Cela a créé beaucoup d'anxiété parmi la communauté d'opposants.

De plus, les services de police et les organismes d'application de la loi ont souvent rejeté les craintes de la diaspora et des communautés dissidentes pour leur sécurité en traitant les cas comme des litiges civils, sans s'attaquer au problème des opérations d'influence étrangère<sup>75</sup>. Bien que ces enjeux soient omniprésents, le manque de connaissances et de réaction constitue une barrière considérable à la protection des droits et libertés des Canadiens garantis par la Charte.

Il est difficile de saisir toute l'étendue du harcèlement et de l'intimidation étrangère au Canada sans un mécanisme de signalement national. Les activistes et les dissidents reçoivent de l'information contradictoire par les différents organismes (la police municipale, la GRC ou le

---

<sup>67</sup> [Pro-China folks clash with Hong Kong supporters in Richmond](#) (2 October, 2019). *Vancouver Sun*.

<sup>68</sup> [Hong Kong Lennon Wall installation at Nest vandalized, removed by 'unauthorized individual'](#) (31 January, 2020). *The Ubysey*.

<sup>69</sup> [New 'Lennon Wall' goes up at SFU as tensions run high over Hong Kong protests](#) (2 August, 2019) *CBC*.

<sup>70</sup> ['China is your daddy': Backlash against Tibetan student's election prompts questions about foreign influence](#) (14 February, 2019). *CBC*.

<sup>71</sup> [Victims of foreign-state-sponsored harassment in Canada recount threats of rape, murder and harm to families](#) (26 November, 2020). *The Globe and Mail*.

<sup>72</sup> [Chinese students allege marginalization after SSMU statement on Hong Kong](#) (24 November, 2020). *The McGill Tribune*.

<sup>73</sup> [Richmond crepe restaurant offered free meals to rally protesters](#) (23 August, 2019). *Richmond News*.

<sup>74</sup> [Victims of foreign-state-sponsored harassment in Canada recount threats of rape, murder and harm to families](#) (26 September, 2020). *The Globe and Mail*.

<sup>75</sup> [Chinese-Canadians Fear China's Rising Clout Is Muzzling Them](#) (27 August, 2016). *The New York Times*.

SCRS) et même ces groupes ne savent pas comment réagir aux problèmes de harcèlement par un État étranger.

D'autre part, les organismes d'application de la loi ne considèrent pas les contre-manifestations et le harcèlement par un État étranger comme des crimes. Ces cas sont vus comme des événements isolés, plutôt que comme des campagnes coordonnées visant à faire taire les dissidents à travers le Canada. Il est alors délicat pour ces organismes d'intervenir quand cela pourrait être jugé comme une violation de la Charte canadienne. Les organismes d'application de la loi peuvent seulement intervenir en cas de crainte pour la sécurité ou de danger physique potentiel importants<sup>76 77</sup>.

Cela témoigne d'un problème plus grand. La surveillance et l'intimidation ne devraient pas être traitées comme des questions de justice pénale, mais plutôt comme un problème de politique étrangère et de sécurité nationale. De plus, les contre-manifestations ne peuvent pas être vues comme des affrontements entre sympathisants prodémocratie et sympathisants pro-Beijing. Il s'agit généralement d'opérations d'influence étrangère bien coordonnées visant à réprimer la résistance et à faire taire les dissidents à l'étranger<sup>78</sup>.

En outre, la surveillance et l'intimidation ne sont pas exclusives aux activistes et aux manifestations, mais concernent aussi d'autres aspects de la société civile. Comme mentionné ci-haut, les conflits et l'intimidation physique qui ont eu lieu dans des écoles secondaires en réaction à l'appui exprimé envers le mouvement de Hong Kong ont mené à des rencontres pour discuter des craintes pour la sécurité. Les administrations scolaires municipales sont toutefois terriblement mal outillées pour s'attaquer à des problèmes géopolitiques précis<sup>79</sup>.

## Guerre de l'information et du discours narratif

Dans les dernières décennies, le PCC a utilisé une stratégie de diffusion d'information plus sophistiquée destinée à des publics internationaux. Les autorités chinoises ont travaillé à mettre en place une puissante stratégie de discours narratif dans les médias mondiaux<sup>80</sup> pour exporter son idéologie et « éliminer toute critique à son endroit et dissimuler les chapitres sombres de son histoire<sup>81</sup> ». L'objectif est de contrer et de diluer les critiques avec des histoires alternatives et de semer la confusion à travers divers canaux de puissance douce. Étant peu habitué à une presse libre pouvant critiquer les autorités de n'importe quel pays, le régime a la vision paranoïaque que l'opinion mondiale, dominée par les médias occidentaux, propage des discours « hostiles » sur la Chine<sup>82</sup>, et que les pays occidentaux « se sentent menacés par le

---

<sup>76</sup> [Christian group says its religious rights were violated when pro-China supporters 'surrounded' church](#) (20 August, 2019). *Toronto Star*.

<sup>77</sup> [Canadian police go undercover as Hong Kong protest tensions rise in Richmond, the world's most-Chinese city outside Asia](#) (4 October, 2019). *South China Morning Post*.

<sup>78</sup> [Report: National Security and Chinese State Influence](#) (17 August, 2020). *Alliance Canada Hong Kong*.

<sup>79</sup> [Hong Kong tensions trigger meetings with Canadian school principals, after anonymous pro-communist letter warns pupil of 'consequences'](#) (7 December, 2019). *South China Morning Post*.

<sup>80</sup> The idea of the "China story" as a coherent narrative reflecting the Party-state agenda, as a product of centrally conceived "soft power," has appeared in the Party's official *People's Daily* as early as 2004: [The Fable of the Master Storyteller](#) (29 September, 2017). *China Media Project*.

<sup>81</sup> [China's Pursuit of a New World Media Order](#) (March, 2019). *Reporters without Borders*.

<sup>82</sup> [Head of Xinhua accuses Western media of pushing revolution in China](#) (4 September, 2013). *South China Morning Post*.

succès de la Chine et utilisent leurs médias pour essayer d'entacher [son] image<sup>83</sup>. » Pour s'attaquer à ce supposé déséquilibre, la guerre de l'information fait explicitement partie de la stratégie militaire de Beijing<sup>84</sup>. Le PCC est maintenant l'une des premières puissances mondiales en matière de campagnes de propagande et de désinformation<sup>85 86</sup>. L'État-parti chinois démantèle activement le journalisme, en tirant profit de la chute des médias occidentaux, en transformant le journalisme en « industrie des médias », en créant un empire chinois des médias sociaux, en manipulant les guerriers du web pour diriger le discours sur Internet<sup>87</sup>, en mettant en danger des influenceurs et en détruisant le rôle de chien de garde que les journalistes sont censés jouer.

Le Canada n'est pas immunisé. Beijing exploite les vulnérabilités de nos salles de nouvelles et du paysage journalistique de plus en plus petits pour exercer son influence et renforcer son discours dans le but de servir ses intérêts et de « raconter l'histoire de la Chine ».

## Méthodes

Le PCC exerce son influence dans les médias canadiens par le biais de la censure, de la propagande et d'un contrôle sur les systèmes de diffusion de contenu<sup>88</sup>, dont sur les médias et l'industrie du divertissement<sup>89</sup>, et par une utilisation fréquente de campagnes sur les médias sociaux<sup>90</sup>. Parmi les méthodes simples qu'il emploie ouvertement, on retrouve les messages commandités et les encarts écrits par des médias de l'État-parti chinois<sup>91</sup>. D'autres procédés directs sont les publicités numériques ou imprimées qui répètent la rhétorique étatique<sup>92 93</sup>, achetées par des groupes étroitement liés aux autorités chinoises.

Dans les médias grand public, des partisans bruyants courtisés par le biais de la stratégie d'emprise des élites (voir la section précédente) livrent les messages de Beijing dans des textes d'opinion et des apparitions médiatiques et aident ainsi à influencer la perception populaire<sup>94</sup>. Des publications pratiquent couramment l'autocensure par crainte de subir des répercussions politiques et financières<sup>95</sup>. Une étude de 2018 publiée dans le *Canadian Foreign Policy Journal* a révélé que la Chine bénéficie d'une couverture médiatique de plus en plus positive dans trois journaux importants (le *National Post*, le *Globe and Mail* et le *Toronto Star*), même si la répression en RPC s'était intensifiée durant cette période<sup>96</sup>.

---

<sup>83</sup> [China's Pursuit of a New World Media Order](#) (March, 2019), *Reporters without Borders*.

<sup>84</sup> [Inside China's audacious global propaganda campaign](#) (7 December, 2018). *The Guardian*.

<sup>85</sup> [Influencing the Narrative: How the Chinese government mobilizes students and media to burnish its image](#). (December, 2019). *Research Gate*.

<sup>86</sup> [Army of Fake Fans boost China's messaging on Twitter](#) (12 May, 2021). *AP News*.

<sup>87</sup> [China's Communist Party Raises Army of Nationalist Trolls](#) (29 December, 2017), *Financial Times*.

<sup>88</sup> [Chinese Communist Party's Media Influence Expands Worldwide](#) (14 January, 2020). *Freedom House*.

<sup>89</sup> [Chinese tabloid blasts Canada over lobster dispute](#) (25 June, 2020). *CBC*.

<sup>90</sup> [Army of Fake Fans Boosts China's Messaging on Twitter](#). (12 May, 2021) *Associated Press*.

<sup>91</sup> [Globe and Mail runs two pages of upbeat stories on China; the content is produced by the China Daily](#). (19 September, 2020), *Tweet by David Ljunggren @reutersLjungg*.

<sup>92</sup> [Vancouver group runs newspaper ad praising controversial new security law in Hong Kong](#) (17 July, 2020), *National Post*.

<sup>93</sup> [Letters: Stop pro-CCP propaganda](#) (20 March, 2021), *Richmond News*.

<sup>94</sup> [Inside China's audacious global propaganda campaign](#) (7 December 2018), *The Guardian*.

<sup>95</sup> [Chinese-Canadians Fear China's Rising Clout Is Muzzling Them](#) (27 August, 2016), *The New York Times*.

<sup>96</sup> [Canada's media is in thrall to China](#) (18 May, 2018), *Macleans*.

Les activistes peuvent confirmer que la censure et la propagande constituent un problème sérieux dans les médias sino-canadiens<sup>97</sup>; qui sont nombreux à répéter les positions officielles du PCC. Certains médias publiaient du contenu fourni par les consulats et l'ambassade de Chine ou des agences de marketing que ceux-ci avaient engagés<sup>98</sup> ou offraient une tribune à des diplomates chinois sans réagir à leurs propos ni les questionner, même quand ils formulaient en ondes des menaces voilées à l'endroit des Canadiens d'origine chinoise<sup>99</sup>. Des incidents ont eu lieu où les consuls généraux de Chine au Canada faisaient directement pression sur les médias pour retirer des critiques du PCC ou empêchaient la publication de certaines publicités du Falun Gong<sup>100</sup>.

Les journalistes sino-canadiens qui parlent négativement de Beijing risquent de subir des pertes d'emploi, de recevoir des menaces de mort et des menaces en ligne<sup>101</sup> et de voir leur famille être menacée<sup>102</sup>. Certains incidents importants comprennent le renvoi de Kenneth Yau de la station Fairchild Radio AM1430 parce qu'il avait critiqué Beijing<sup>103</sup>, le congédiement de Lei Jin après qu'il eut écrit sur la mort du défenseur des droits de la personne chinois Liu Xiaobo dans une prison chinoise<sup>104</sup> et l'histoire d'Anita Lee<sup>105</sup>, qui semble avoir été mise à la porte pour avoir exprimé son appui aux manifestants de Hong Kong<sup>106</sup>.

Quand le PCC est incapable d'exercer son contrôle ou son influence, il achète. Une telle entente a été conclue par le président de la division divertissement du Citic Group (la plus grande société détenue par l'État-parti chinois) quand le groupe a acquis, en 2004, des parts de la Global Chinese Press, l'un des médias de langue chinoise les plus importants au Canada<sup>107</sup>.

Ils exportent et forment également des journalistes. Des médias de l'État-parti chinois comme le *People's Daily* et *Xinhua* ont des bureaux au Canada, tandis que CGTN est accessible sur la télévision câblée<sup>108</sup>. Pendant ce temps, le Forum sur les médias internationaux de langue chinoise de 2019 a attiré la participation de 63 groupes de médias des États-Unis, 51 du Canada et 37 d'Australie<sup>109</sup>. Parmi les groupes canadiens, on retrouve : *Ming Pao*, *Victoria Media* (加拿大维多利亚传媒) et *Sept Days Media* (七天传媒).<sup>110</sup> Le PCC dispose gratuitement d'une panoplie de diffuseurs d'information sur les médias sociaux, qu'il a manipulés en alimentant le nationalisme<sup>111</sup>. En accusant certains d'être « contre la Chine », le DTFU a réussi

---

<sup>97</sup> [Inside Canada's Chinese-language media: 'Beijing has become the mainstream,' says ex-Sing Tao editor](#) (3 December, 2020), *National Post*.

<sup>98</sup> [Deafening Whispers. China's information Operation and Taiwan's 2020 Election](#) (23 October, 2020). *Doublethink Lab*.

<sup>99</sup> [Chinese diplomat accuses critics of sowing division among Chinese Canadian community](#) (28 July, 2020), *The Globe and Mail*.

<sup>100</sup> [Chinese-Canadians Fear China's Rising Clout Is Muzzling Them](#) (27 August, 2016), *The New York Times*.

<sup>101</sup> [Chinese-Canadian reporter threatened and called a "whore" on Vancouver Stop Asian Hate rally organizer's WeChat group](#) (28 March, 2021). *ThinkPOL*.

<sup>102</sup> [Beijing tightening grip on Chinese-language media in Canada](#) (13 April, 2020), *True North Far East*.

<sup>103</sup> [Host on Chinese-language station in Toronto says he was fired for criticizing Beijing](#) (8 October, 2019), *National Post*.

<sup>104</sup> [Beijing expanding attempts to influence foreign media — including Canada's, report says](#) (15 January, 2020), *Toronto Star*.

<sup>105</sup> Vancouver based radio host Anita Lee's show on a Chinese Canadian radio station has been cancelled, after she played the de-facto protest anthem "Glory to Hong Kong" on her show: [Anita Lee shocked by the abrupt end of her Canadian radio show](#) (6 May, 2020). *Yahoo News*.

<sup>106</sup> [Host on Chinese-language station in Toronto says he was fired for criticizing Beijing](#) (8 October, 2019), *National Post*.

<sup>107</sup> [Who was Li Bolun? Disgraced Citic Media Mogul's Death leaves legacy of Litigation at Chinese Canadian Newspaper](#) (3 October, 2020) *South China Morning Post*.

<sup>108</sup> [Should Canada treat China's state media outlets as foreign missions? This MP wants to talk about it](#) (26 February, 2020). *Toronto Star*.

<sup>109</sup> [The 10th Global Chinese Language Media Forum Kicks off in Hebei](#) (12 October, 2019). *US News Express*.

<sup>110</sup> (Chinese) [Tenth Forum on the Global Chinese Language Media opens in Shijiazhuang \(media guest list included\)](#) (12 October, 2019). *San Diego Chinese Press*.

<sup>111</sup> [How Chinese nationalists weaponized 'anti-China' accusations to silence feminists](#) (12 May, 2021). *NBC News*.

à se servir des influenceurs et des trolls<sup>112</sup> pour qu'ils obéissent à sa volonté et montent des campagnes mondiales de harcèlement et de désinformation contre des détracteurs et des dissidents. Ces activités du DTFU seront abordées dans une section ultérieure.

## Sujets d'inquiétude importants

Les opérations d'information ne sont plus seulement menées par les autorités chinoises, elles comprennent maintenant différents adversaires aux priorités et aux capacités diverses, influencés par des questions politiques, idéologiques ou financières. La propagande est ainsi de plus en plus difficile à reconnaître, car les entreprises de relations publiques, les youtubeurs, les influenceurs, les groupes communautaires « patriotiques » sans but lucratif, les entités commerciales, les criminels et les politiciens peuvent tous être liés à l'appareil étatique chinois ou répéter le discours officiel du Parti pour servir leurs intérêts<sup>113</sup>.

Le problème se complique davantage par le manque de membres de la diaspora chinoise dans les médias populaires au Canada et par le contrôle considérable qu'exerce le PCC sur les médias de langue chinoise et les applications chinoises de médias sociaux. Plusieurs facteurs ont créé des occasions pour le PCC d'influencer fortement les médias de langue chinoise au pays. Au Canada, la presse, la télévision et la radio sont généralement sous-financées, en particulier les médias à vocation ethnique, ce qui génère des lacunes majeures dans les communications.

De plus, les communautés chinoises et la diaspora accèdent à l'information et communiquent principalement via WeChat et d'autres applications contrôlées par la Chine. WeChat figure parmi les principales sources de nouvelles des Sino-Canadiens<sup>114</sup>, et les applications de médias sociaux sont possiblement l'arme la plus efficace et inquiétante du PCC contre les médias de langue chinoise, simplement parce que la RPC est capable de censurer et de surveiller WeChat, Weibo, Youku, TikTok (Douyin) et d'autres entités médiatiques chinoises.

L'enjeu plus large du manque de mécanismes de surveillance continue de permettre au DTFU de manipuler les médias de langue chinoise, d'exploiter les vulnérabilités, de menacer des journalistes et de cibler la diaspora au Canada.

## Influence dans les milieux universitaires et vulnérabilité de la propriété intellectuelle

Les établissements d'enseignement et de recherche canadiens sont particulièrement vulnérables à l'influence étrangère en raison d'un manque de connaissance et d'une réglementation fédérale inadéquate. Le PCC utilise de l'argent et des ressources pour influencer les différentes entités du secteur de l'éducation au pays, des systèmes scolaires aux

---

<sup>112</sup> [China's Communist Party Raises Army of Nationalist Trolls](#) (29 December, 2017). *Financial Times*.

<sup>113</sup> [Deafening Whispers. China's information Operation and Taiwan's 2020 Election](#) (23 October, 2020), *Doublethink Lab*.

<sup>114</sup> [Vivintel offers media snapshot of Chinese Canadians](#) (18 November, 2020). *Media in Canada*.

établissements universitaires. Les opérations d'influence dans ce domaine ne se limitent pas au harcèlement et à l'intimidation des détracteurs de Beijing. Elles ciblent aussi les établissements universitaires pour leurs capacités en recherche et développement<sup>115</sup>.

Beijing cherche à influencer la nouvelle génération de technologies pour perturber, dominer et museler les nations démocratiques, ce qui prouve qu'elle n'a pas l'intention de suivre l'ordre mondial ou d'être un partenaire mondial juste et transparent<sup>116</sup>. Le PCC a accéléré son plan stratégique<sup>117</sup> d'acheter de la propriété intellectuelle et des travaux de recherche<sup>118</sup> d'établissements universitaires depuis le lancement de « Fait en Chine 2025 », plan de 10 ans dirigé par l'État-parti qui encourage le secteur privé à faire des acquisitions et des investissements à l'étranger<sup>119 120</sup>.

Dans le cadre de la mission de domination technologique de Beijing, la RPC a conçu expressément des politiques visant à exploiter la communauté scientifique mondiale et à s'en servir comme d'une arme dans certains secteurs de pointe précis. La stratégie vigoureuse de « fusion civile-militaire »<sup>121</sup>, le subventionnement d'entreprises privées<sup>122</sup> et le « Plan des mille talents » visant à recruter des scientifiques canadiens<sup>123</sup> sont quelques exemples d'un projet sous-jacent de contourner les restrictions relatives à l'exportation de marchandises militaires.

De premiers rapports indiquent que ce nouveau plan stratégique a pour objectif d'influencer la nouvelle génération de technologies, des télécommunications à l'intelligence artificielle. Diverses nations démocratiques, dont le Canada, ont documenté des cas notables de transfert de connaissances involontaire<sup>124 125 126</sup> et de piratage<sup>127 128 129 130</sup>, en plus d'autres pratiques abusives, dans le cadre de « partenariats de recherche », parfois découverts après coup. Le nouveau plan de Beijing annonce également une nouvelle étape dans sa grande stratégie de bouleverser les systèmes internationaux.

## Méthodes

L'ingérence du PCC dans les milieux universitaires exploite systématiquement les zones grises où il manque de règles et de directives claires et se cache derrière un discours inoffensif comme « collaboration gagnant-gagnant ». « Servir la nation à l'étranger » est l'une des

---

<sup>115</sup> [Annual Report 2020](#) (18 December, 2020). *National Security and Intelligence Committee of Parliamentarians*.

<sup>116</sup> [1 in 5 corporations say China has stolen their IP within the last year: CNBC CFO survey](#) (1 March, 2019). *CNBC*.

<sup>117</sup> [Why China can't innovate](#) (March 2014). *Harvard Business Review*.

<sup>118</sup> [China Bets on Sensitive U.S. Start-Ups, Worrying the Pentagon](#) (22 March, 2017). *The New York Times*.

<sup>119</sup> [China Tech Investment Flying Under the Radar, Pentagon Warns](#) (7 April, 2017). *The New York Times*.

<sup>120</sup> [Is 'Made in China 2025' a Threat to Global Trade?](#) (13 May, 2019). *Council on Foreign Relations*.

<sup>121</sup> [Military-Civil Fusion and the People's Republic of China](#) (May 2020). *United States Department of State*.

<sup>122</sup> [How the state runs business in China](#) (25 July, 2019). *The Guardian*.

<sup>123</sup> [Morning Update: CSIS warns about Beijing's efforts to recruit Canadian scientists](#) (6 August, 2020). *The Globe and Mail*.

<sup>124</sup> [Exclusive: Did Huawei bring down Nortel? Corporate espionage, theft, and the parallel rise and fall of two telecom giants](#) (20 February, 2020). *National Post*.

<sup>125</sup> [Inside the Chinese military attack on Nortel](#) (25 August, 2020). *Global News*.

<sup>126</sup> [How China Obtains American Trade Secrets](#) (15 January, 2020). *The New York Times*.

<sup>127</sup> [Exclusive: Suspected Chinese hackers used SolarWinds bug to spy on U.S. payroll agency – sources](#) (2 February, 2021). *Reuters*.

<sup>128</sup> [Suspected China Hack of Microsoft Shows Signs of Prior Reconnaissance](#) (7 April, 2021). *The Wall Street Journal*.

<sup>129</sup> [China hack cost Ottawa 'hundreds of millions,' documents show](#) (30 March, 2017). *The Globe and Mail*.

<sup>130</sup> [The Full Story of the Stunning RSA Hack Can Finally Be Told](#) (20 May, 2021). *Wired*.

politiques importantes que l'État-parti chinois a commencé à défendre afin de recruter un réseau outre-mer de chercheurs, de scientifiques et de savants pour servir les objectifs stratégiques de Beijing<sup>131</sup>.

L'État-parti chinois et ses affiliés ont recours à diverses méthodes pour exercer un contrôle sur les universités et les établissements de recherche, la plus facile étant l'offre de financement et de subventions. Ils peuvent également courtiser les universitaires et les chercheurs en leur offrant le matériel et les ressources brutes nécessaires à leurs travaux de recherche. L'entente initiale est souvent conçue pour être « trop belle pour être vraie » et implique en apparence peu de coûts pour les chercheurs, dans le but de les appâter et finalement de les contrôler. Une fois que les chercheurs entrent en partenariat avec un affilié du PCC, qu'il soit un acteur public ou privé, ils développent souvent une dépendance au financement ou aux ressources de leur bienfaiteur. Au renouvellement de l'entente de financement ou de partenariat, des acteurs étrangers peuvent exiger qu'on leur transfère des résultats de recherche, des éléments de propriété intellectuelle ou d'autres données relatives au projet de recherche (voir l'Annexe B – Entrevue n° 1). De plus, on cible volontairement des flous juridiques et des collaborations prédatrices qui brouillent les limites éthiques et légales<sup>132</sup>.

Un autre aspect clé de l'influence sur les milieux universitaires au Canada est la collaboration entre des établissements et des associations d'enseignement canadiens liés à l'appareil étatique chinois, comme les instituts Confucius, qui font partie du ministère chinois de l'Éducation et sont financés par le gouvernement chinois<sup>133 134</sup>. Des conseillers scolaires, des enseignants et des représentants de district ont été accusés d'avoir accepté des voyages en Chine toutes dépenses payées par le Hanban, la division gouvernementale qui finance les instituts Confucius<sup>135</sup>. Bien que certains instituts Confucius aient fermé leurs portes depuis<sup>136</sup>, de nombreux conseils scolaires municipaux et établissements postsecondaires poursuivent leur collaboration avec ceux-ci<sup>137</sup>. Les ententes de financement opaques entre les établissements canadiens et les instituts Confucius ont toujours constitué un problème important. Des enseignants des instituts Confucius ont aussi dénoncé publiquement la censure rigoureuse et les pratiques d'embauche discriminatoires que subissent leurs instructeurs ainsi que la puissance douce qu'ils exercent sur les établissements d'enseignement canadiens<sup>138</sup>. On a même invité des enseignants d'écoles privées à « faire preuve de prudence » en parlant du PCC, de la place Tiananmen et du dalaï-lama<sup>139</sup>.

Diverses formes de censure ont également été observées dans les universités canadiennes, en raison de l'influence d'organisations étudiantes affiliées à l'État-parti ou par peur d'offusquer les bailleurs de fonds chinois. Il existe des cas documentés d'étudiants chinois ayant exigé que du

---

<sup>131</sup> [Mapping China's Sprawling Efforts to Recruit Scientists](#) (30 November, 2020). *Defense One*.

<sup>132</sup> [University Researcher Sentenced to Prison for Lying on Grant Applications to Develop Scientific Expertise for China](#) (14 May, 2021). *United States Department of Justice*.

<sup>133</sup> [How China Infiltrated U.S. Classrooms](#) (16 January, 2018). *Politico*.

<sup>134</sup> [Some Canadian schools see China's Confucius Institute as a handy teaching tool. Others reject it as propaganda](#) (1 December, 2019). *CBC*.

<sup>135</sup> [Coquitlam school trustees' free trips to China raise ethical concerns](#) (9 December, 2017). *Vancouver Sun*.

<sup>136</sup> [Chinese culture program removed from 18 New Brunswick schools](#) (26 August, 2019). *CBC*.

<sup>137</sup> [Universities, school boards across Canada defend ties with China's Confucius Institute](#) (21 October, 2019). *The Globe and Mail*.

<sup>138</sup> [Chinese government's Confucius Institute holds sway on Canadian campuses, contracts indicate](#) (11 March, 2020). *The National Post*.

<sup>139</sup> [Teachers at new Richmond private school told to 'tread lightly'](#) (14 April, 2021). *Richmond News*.

matériel « sensible » soit retiré du campus et demandé à l'administration d'annuler certains événements<sup>140</sup>.

Les universités canadiennes sont aussi vulnérables aux opérations de surveillance et d'intimidation contre les dissidents du régime chinois. Les Associations des étudiants et chercheurs chinois (AECC) sont connues pour entretenir des liens avec l'appareil étatique chinois<sup>141 142 143</sup> et ont organisé sur le campus des activités ciblant des conférenciers<sup>144</sup>, des événements, des leaders étudiants<sup>145</sup> ainsi que des activités critiques du PCC<sup>146 147</sup>.

## Sujets d'inquiétude importants

Le problème lié au transfert d'éléments de propriété intellectuelle n'est pas exclusif au milieu universitaire; le secteur privé est lui aussi vulnérable à l'espionnage<sup>148</sup>. Les universités canadiennes sont toutefois des centres de recherche et d'innovation et contribuent aux avancées dans les secteurs universitaire et privé, ce qui en fait des cibles idéales pour le PCC.

Les occasions de collaboration en apparence inoffensives avec des intervenants étrangers, combinées à des directives et à des mécanismes de surveillance inadéquats, favorisent les relations de dépendance hostiles<sup>149</sup>. Étant donné que de nombreux cas d'influence dans les milieux universitaires et de transfert de propriété intellectuelle ne sont pas divulgués au public, l'omniprésence de ce type d'ingérence est peu connue. Sans des mécanismes de signalement, des règlements et des directives clairs, les partenariats continus avec des intervenants de l'État-parti chinois et ses affiliés posent un risque considérable pour la sécurité nationale<sup>150 151</sup>.

Comme pour les craintes liées aux opérations d'influence politique et d'emprise des élites, les individus peuvent choisir de se censurer dans le but de continuer de recevoir un soutien financier ou de poursuivre une collaboration. Cette dynamique de pouvoir asymétrique dans les ententes de financement joue un rôle important, car des chercheurs canadiens perdent leur propriété intellectuelle aux mains de bailleurs de fonds étrangers même si leurs travaux sont financés en partie par le gouvernement du Canada<sup>152</sup>. Les offres de financement extravagantes qui piègent des universitaires et des chercheurs dans des relations coercitives avec leurs bailleurs de fonds font partie des tactiques observées (voir l'Annexe B – Entrevue n° 1).

---

<sup>140</sup> [A Preliminary Study of PRC Political Influence and Interference Activities In American Higher Education](#). (August 2018). *The Wilson Centre*.

<sup>141</sup> [Beijing-linked student groups threaten academic freedom in Canada](#) (19 January, 2021). *True North, Far East*.

<sup>142</sup> [Chinese Government Gave Money to Georgetown Chinese Student Group](#) (14 February, 2018). *Foreign Policy*.

<sup>143</sup> [The Chinese Communist Party Is Setting Up Cells at Universities Across America](#) (18 April, 2018). *Foreign Policy*.

<sup>144</sup> [Activist accuses Chinese government of meddling after McMaster speech disrupted](#) (15 February, 2019). *CBC*.

<sup>145</sup> [China denies role in backlash against Tibetan student's election at U of T](#) (15 February, 2019). *CBC*.

<sup>146</sup> [McMaster student government bans Chinese students' group from campus](#) (26 September, 2019). *CBC*.

<sup>147</sup> [The lonely Goddess: A lost memory of Tiananmen hides in plain sight on UBC campus](#) (29 May, 2018). *The Ubysssey*.

<sup>148</sup> [U.S. rebukes Canada over Chinese takeover of Norsat](#) (12 June, 2017). *The Globe and Mail*.

<sup>149</sup> [University of Alberta forges close research ties with China despite warnings from intelligence agencies](#) (3 May, 2021). *The Globe and Mail*.

<sup>150</sup> [China's military scientists target Canadian universities](#) (29 October, 2018). *The Globe and Mail*.

<sup>151</sup> [Experts call on Canadian universities to close off China's access to sensitive research](#) (15 September, 2020). *CBC*.

<sup>152</sup> [Unclear intellectual property rules put Canada at risk amid higher threat of foreign takeovers: experts](#) (16 June, 2020). *The National Post*.

Diverses universités canadiennes collaborent avec des entités potentiellement dangereuses comme l'Armée de libération populaire (ALP)<sup>153</sup>. Les établissements canadiens « ne comprennent pas les efforts de la Chine pour brouiller les frontières entre la recherche civile et militaire [...] et ne sont pas conscients des implications stratégiques de la modernisation de l'armée chinoise », comme l'a décrit Alex Joske<sup>154</sup>. Il est difficile de repérer les liens entre des universités occidentales et l'ALP parce que les chercheurs font tout en leur pouvoir pour cacher leurs affiliations avec l'armée<sup>155</sup>. Dans certains cas, la version anglaise du site Internet du département universitaire des auteurs ne faisait pas mention des subdivisions liées à la défense.

Il est d'autant plus ardu de s'attaquer à ces collaborations potentiellement risquées, car nous ne savons pas avec certitude qui en est réellement responsable. Par le passé, les universités ont maintes fois demandé au gouvernement fédéral de leur donner plus de paramètres concernant les partenariats avec des entreprises et des États étrangers.

Par ailleurs, les instituts Confucius et les AECC ont été reconnus comme des parties prenantes du système de puissance douce de l'État-parti chinois outre-mer<sup>156 157</sup>. Le SCRS a attiré l'attention sur les instituts Confucius, qui jouissent d'un accès direct aux jeunes du Canada<sup>158</sup>. Des familles canadiennes ont mis en lumière de possibles cas de propagande, où des enseignants et des étudiants n'avaient pas le droit de discuter du gouvernement autoritaire chinois et de ses violations des droits de la personne<sup>159</sup>. Même si les AECC sont reconnues pour être liées à l'appareil étatique chinois, elles sont financées et administrées avec la participation des campus canadiens. Il a été démontré que les AECC se coordonnent régulièrement avec les consulats et l'ambassade de Chine<sup>160</sup> – allégation qu'elles ont niée catégoriquement – pour restreindre la liberté d'expression et harceler, intimider et épier les étudiants militants d'origine chinoise<sup>161</sup>. Sur la version chinoise de son site Internet, l'AECC de l'Université de l'Alberta affirme qu'elle a été mise sur pied par le consulat de Chine, ce qui n'est pas mentionné en anglais<sup>162</sup>.

## Sécurité nationale

Il est évident que les menaces à la sécurité nationale sont liées à tous les aspects des opérations d'influence et d'ingérence étrangères, comme le décrit le présent rapport. À de multiples reprises dans les deux dernières années, le directeur du SCRS, David Vigneault, a déclaré publiquement que la Chine constituait une menace stratégique sérieuse pour le

---

<sup>153</sup> This report outlines the Chinese military's collaborations with foreign universities: [Picking Flowers, Making Honey](#) (30 October, 2018). *Australian Strategic Policy Institute*.

<sup>154</sup> [Western universities urged to rethink Chinese military ties](#) (8 November, 2018). *World Universities Ranking*.

<sup>155</sup> [Prosecutors say S.F. consulate is harboring Chinese military researcher wanted by FBI](#) (22 July, 2019). *Axios*.

<sup>156</sup> [The Insidious Threat of China's Confucius Institutes](#) (10 March, 2021). *National Review*.

<sup>157</sup> [Beijing used influence over B.C. schools to push its agenda and keep tabs on Canadian politics, documents show](#) (15 October, 2020). *The Globe and Mail*.

<sup>158</sup> [Daphne Bramham: It's time to toss the Confucius Institute out of B.C. schools](#) (12 July, 2019). *Vancouver Sun*.

<sup>159</sup> [Confucius Institute a brainwashing program, say parents who pulled daughter from class](#) (8 April, 2019). *CBC*.

<sup>160</sup> [OPINION: Having Chinese diplomats on our campus is alarming](#) (14 November, 2019). *The Silhouette*.

<sup>161</sup> [China's Overseas United Front Work: Background and Implications for the United States](#) (24 August, 2018). *US-China Economic and Security Review Commission*.

<sup>162</sup> [Annual Report 2020](#) (18 December, 2020). *National Security and Intelligence Committee of Parliamentarians*.

Canada. Ce n'est pas une pratique courante pour le SCRS, qui s'abstient généralement de tout commentaire public<sup>163 164</sup>.

Selon le Rapport public du SCRS 2018, la Chine tente de réaliser son plan par des moyens commerciaux et du réseautage d'influence local. Il est important de noter que les entreprises privées et les sociétés d'État chinoises sont toutes grandement influencées par le mandat du PCC. La loi sur le renseignement national de la Chine (2017) prévoit que les entités chinoises (les individus, de même que les entreprises des secteurs public et privé qui exercent leurs activités à l'extérieur de la Chine) sont obligées de se soumettre aux services de renseignements de la RPC<sup>165</sup>. Par conséquent, la forte présence du PCC et son cadre juridique englobant représentent une menace pour la sécurité nationale et le renseignement. En outre, l'accès du Parti aux infrastructures, aux technologies et aux ressources d'affaires accroît son influence commerciale<sup>166</sup>.

## Méthodes

Même si quelques activités d'influence étrangère se sont déroulées sous l'ignorance ou avec l'accord de certains, il est impossible de fermer les yeux sur les opérations d'ingérence étrangère qui sont réalisées par des acteurs étatiques et non étatiques.

Beijing tente de faire progresser son plan par le biais d'une politique d'« impérialisme économique » et se sert des ressources et des infrastructures qu'elle possède pour exercer une influence politique. La « diplomatie du piège de la dette » associée à l'initiative chinoise La Ceinture et la Route est caractéristique d'une telle forme de manipulation économique.

Par ailleurs, les autorités chinoises sont connues pour leurs opérations clandestines au Canada, notamment l'opération « Chasse aux renards » ciblant des détracteurs de Beijing chinois<sup>167</sup>. Sous le couvert d'une campagne anticorruption, des acteurs de l'État-parti pressaient des dissidents chinois de rentrer en Chine en menaçant leurs proches à l'étranger<sup>168</sup>, dont ici, au Canada.

Le PCC a aussi eu recours à des méthodes secrètes pour influencer tous les niveaux des institutions politiques canadiennes, comme discuté plus haut. David McGuinty, président du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement, a observé que le Canada était particulièrement vulnérable à l'influence chinoise en raison des « ententes de faveur » du PCC avec des dirigeants d'entreprise et des responsables politiques. Au fil des ans, de nombreuses entreprises chinoises ont remporté des appels d'offres<sup>169</sup> du gouvernement fédéral, ce qui a soulevé des inquiétudes de la part des communautés de la sécurité nationale et des dissidents<sup>170 171</sup>.

---

<sup>163</sup> [China poses serious strategic threat to Canada, says Canadian spy agency head](#) (9 February, 2021). *Reuters*.

<sup>164</sup> [Why CSIS believes Canada is a 'permissive target' for China's interference](#) (24 June, 2020). *Global News*.

<sup>165</sup> [2018 CSIS Public Report](#). *Canadian Security Intelligence Service*.

<sup>166</sup> [Rethinking Security: China and the Age of Strategic Rivalry](#) (2 May, 2018). *Canadian Security Intelligence Service*.

<sup>167</sup> [CSIS warns China's Operation Fox Hunt is targeting Canada's Chinese community](#) (20 November, 2020). *The Globe and Mail*.

<sup>168</sup> [China sent fugitive's elderly father to America to coerce him into going home, US claims](#) (29 October, 2020). *CNN*.

<sup>169</sup> [Canadian government has spent nearly \\$6M on Chinese contracts since two Michaels were arrested](#) (28 April, 2021). *National Post*.

<sup>170</sup> [Chinese government-owned firm wins \\$6.8M contract to supply security equipment to Canada's embassies](#) (16 July, 2020). *The National Post*.

<sup>171</sup> [Canada paid nearly \\$200M to visa company previously based in a tax haven and linked to China](#) (12 January, 2021). *Global News*.

Les acteurs de l'État-parti chinois ont également recours à des tactiques plus musclées, si le besoin se présente. Parmi celles-ci, on retrouve la détention arbitraire et les pressions exercées par les autorités chinoises<sup>172</sup>. L'exemple le plus flagrant de détention arbitraire serait le cas de Michael Kovrig et de Michael Spavor, qui constitue une prise d'otages diplomatique. La détention arbitraire n'est pas une nouvelle tactique. Des cas ont été documentés par le passé, tels que celui de Huseyin Can Celil<sup>173</sup> et celui de Kevin et Julia Garratt<sup>174</sup>. En 2015, l'ex-député libéral de la Colombie-Britannique Richard Lee a été détenu par les autorités chinoises à l'aéroport de Shanghai. Après huit heures d'attente, on a refusé de lui accorder un visa et il a été forcé de retourner au Canada<sup>175</sup>.

Beaucoup ont souligné le nombre important d'employés dans les consulats et à l'ambassade de Chine au Canada<sup>176</sup>, qui dépasse largement celui des autres missions gouvernementales. Maints experts ont soupçonné ceux-ci d'être impliqués dans des opérations d'influence et d'ingérence parce que les consulats et l'ambassade collaborent étroitement avec des organismes communautaires locaux<sup>177</sup>.

Le cyberspace canadien est aussi vulnérable au PCC et représente un problème de sécurité nationale. Les applications de médias sociaux de propriété chinoise (telles que WeChat et TikTok) sont des outils qu'emploient les autorités chinoises pour extraire librement des renseignements et des données d'utilisateur<sup>178</sup>. Des documents juridiques américains ont également révélé que des chercheurs militaires infiltrés communiquent avec les ambassades de Chine via WeChat<sup>179</sup>. Fait plus inquiétant, WeChat est obligée de permettre à la Chine d'accéder à ses données quand celle-ci le demande<sup>180</sup>, et il a été démontré qu'elle exploite les utilisateurs internationaux pour développer ses capacités de surveillance<sup>181</sup>.

## Sujets d'inquiétude importants

Dans leur version actuelle, le système de justice pénale et l'appareil du renseignement du Canada sont inadaptés pour faire face aux opérations d'ingérence et d'influence. Celles-ci sont généralement menées dans des flous juridiques, ce qui rend presque impossible d'arrêter, d'accuser et de condamner les responsables. La *Loi sur la protection de l'information* ne couvre qu'une petite portion des menaces à la sécurité nationale, à savoir l'espionnage. Il n'y a eu qu'une condamnation jusqu'à présent<sup>182</sup>. Cameron Jay Ortis, officier supérieur de la GRC accusé d'avoir violé la *Loi*, doit subir son procès en 2022<sup>183</sup>.

---

<sup>172</sup> [Chinese envoy says Canada's acceptance of Hong Kong refugees jeopardizes Canadians in former British colony](#) (15 October, 2020). *The Globe and Mail*.

<sup>173</sup> [Wife of Canadian citizen jailed 13 years in China fears he's been 'forgotten' amid Huawei crisis](#) (24 January, 2019). *Global News*.

<sup>174</sup> [Kevin and Julia Garratt on their experience as detainees in China](#) (29 January, 2019). *BBC News*.

<sup>175</sup> Richard Lee - MLA BC who was detained in Shanghai (he had attended Tiananmen memorials in Canada): [B.C. politician breaks silence: China detained me, is interfering 'in our democracy'](#) (29 November, 2019). *Global News*.

<sup>176</sup> Richard Fadden spoke about the significant staff numbers of the Chinese Consulates and Embassy in Canada: [Meeting 25: Special Committee on Canada-China Relations](#) (3 May, 2021). *House of Commons*.

<sup>177</sup> [China's Vancouver consulate recruits volunteer corps, raising concerns of foreign interference in city](#) (19 December, 2019). *The National Post*.

<sup>178</sup> [China Issues New Measures on Cybersecurity Review of Network Products and Services](#) (27 April, 2020). *Covington & Burlington LLP*.

<sup>179</sup> [Forget TikTok. China's Powerhouse App Is WeChat, and Its Power Is Sweeping](#) (4 September, 2020). *The New York Times*.

<sup>180</sup> [China Intercepts WeChat Texts From U.S. And Abroad, Researchers Say](#) (29 August, 2019). *NPR*.

<sup>181</sup> We Chat, They Watch: How International Users Unwittingly Build up WeChat's Chinese Censorship Apparatus (7 May, 2020). *The Citizen Lab*.

<sup>182</sup> [Canadian spy Jeffrey Delisle gets 20 years for selling secrets to Russia](#) (8 February, 2013). *The Globe and Mail*.

<sup>183</sup> [RCMP official accused of leaking secrets goes to trial in September 2022](#) (9 April, 2021). *CBC*.

Qing Quentin Huang, employé de Lloyd's Register, sous-traitant de Irving Shipbuilding Inc., a été accusé en vertu de la *Loi sur la protection de l'information*. En 2020, des procureurs fédéraux ont retiré deux des quatre accusations criminelles portées contre Huang, que l'on soupçonne d'avoir offert des secrets sur la Marine royale canadienne à la Chine. Huang attend toujours de subir son procès pour deux chefs d'accusation<sup>184</sup>.

L'acquisition d'infrastructure canadienne par des États étrangers a le potentiel de compromettre la sécurité nationale et le renseignement du Canada en permettant à d'autres pays comme la Chine de s'infiltrer. L'entente actuelle entre la China Communications Construction Company (CCCC) et le port de Sydney sur l'île du Cape Breton, en Nouvelle-Écosse, où la CCCC va investir, concevoir et construire un nouveau terminal à conteneurs en est un bon exemple<sup>185 186</sup>. La CCCC est l'une des 24 entreprises sur la liste noire des États-Unis<sup>187</sup>. Cet emplacement stratégique d'un point de vue géopolitique facilite l'accès entre l'Europe et le Canada, et la construction d'un tel port par la Chine, et donc d'un accès à des infrastructures canadiennes, lui permettra de devenir un acteur clé dans ce secteur. De plus, des ententes sœurs ont été prises entre la municipalité régionale de Cape Breton et Dalian<sup>188</sup>, de même qu'entre la Nouvelle-Écosse et la province chinoise de Fujian<sup>189</sup>. Toutefois, les municipalités et les gouvernements provinciaux pourraient ignorer les risques pour la sécurité nationale associés à ces types d'ententes (voir l'Annexe B - Entrevue n° 2). En outre, les municipalités et les gouvernements provinciaux sont appelés à faire des compromis entre les avantages économiques et les risques pour la sécurité nationale. Les investissements chinois sont déterminants, surtout dans les régions où l'économie est en difficulté.

En examinant l'entente du port de Sydney dans le contexte plus large d'impérialisme économique, il est évident que le Canada est extrêmement vulnérable aux méthodes de la Chine. Si les beaux portuaires typiques signés dans le cadre d'un partenariat public-privé durent jusqu'à 50 ans, l'entente de 99 ans entre le port de Sydney et la CCCC constitue une anomalie importante<sup>190</sup>. En fait, il n'y a que des sociétés chinoises qui détiennent des beaux de 99 ans. Quand le port de Darwin, en Australie, a conclu un contrat de location de 99 ans avec Landbridge, le président américain de l'époque, Barack Obama, a exprimé des inquiétudes concernant les liens de l'entreprise chinoise avec l'armée de Chine<sup>191</sup>. De même, une entente de bail avec le port de Hambantota au Sri Lanka a endetté le pays et donné encore plus de pouvoir et d'élan à la Chine pour mener son initiative La Ceinture et la Route sur l'océan Indien<sup>192</sup>. Il est préoccupant que le partenariat avec le port de Sydney n'ait pas fait l'objet d'un examen plus attentif, et cela révèle des lacunes en matière de sécurité nationale quant aux pressions économiques exercées par la RPC.

Les établissements canadiens, en particulier les établissements de recherche, représentent un autre facteur de vulnérabilité pour la sécurité nationale. Chose plus troublante encore, ils ne

---

<sup>184</sup> [Prosecutors stay charges against Qing Quentin Huang in probe of naval leaks to China](#) (18 September, 2020). *The Globe and Mail*.

<sup>185</sup> [99-Year Leases and Chinese Port Investment](#) (28 March, 2018). *Cape Breton Spectator*.

<sup>186</sup> [Agreement with Chinese firm on development of port of Sydney announced](#) (8 December, 2015). *Saltwire*.

<sup>187</sup> [US sanctions over South China Sea will not affect blacklisted Chinese construction giant CCCC, company says](#) (31 August, 2020). *South China Morning Post*.

<sup>188</sup> [Cape Breton Regional Municipality twins with Chinese city](#) (16 December, 2015). *CBC*.

<sup>189</sup> [Province Signs Sister Agreement with Fujian, China](#) (21 December, 2020). *Government of Nova Scotia*.

<sup>190</sup> [99-Year Leases and Chinese Port Investments](#) (28 March, 2018). *The Cape Breton Spectator*.

<sup>191</sup> [Concerns Raised As Australian Port Rolls Out Red Carpet for Chinese Investment](#) (02 February, 2019). *JAPAN Forward*.

<sup>192</sup> [China signs 99-year lease on Sri Lanka's Hambantota port](#) (11 December, 2017). *Financial Times*.

disposent pas des connaissances et des ressources nécessaires pour reconnaître et comprendre ce qui constitue un risque ou une menace.

Le Laboratoire national de microbiologie (LNM) de Winnipeg en est un bon exemple. Le SCRS s'est mis à s'inquiéter des gens avec qui la chercheuse Xiangguo Qiu s'entretenait en Chine, et par conséquent, des éléments de propriété intellectuelle qui pourraient avoir été transmis aux autorités chinoises. Qiu et son mari, Keding Cheng, ont été congédiés par l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC). On a aussi découvert que l'un des chercheurs chinois qui avaient travaillé au LNM était Feihu Tan, de l'Académie des sciences médicales militaires de l'ALP<sup>193</sup>. Selon la recherche menée par l'Institut australien de stratégie politique, l'Académie des sciences médicales militaires est classée à « très haut risque » d'être un instrument de l'ALP ou d'organismes responsables de la sécurité nationale pour faire de la surveillance, enfreindre des droits de la personne ou servir des intérêts militaires<sup>194</sup>.

En mars 2021, le gouvernement chinois a annoncé son intention de lancer son initiative « Route polaire de la soie »<sup>195</sup> entre 2021 et 2025<sup>196</sup>. Ces projets structurants dans le Nord font partie de la stratégie de développement économique et commercial de la Chine, aspect majeur de l'initiative controversée La Ceinture et la Route. L'initiative devrait permettre à la Chine d'accéder à des ressources et à de nouvelles voies maritimes dans l'Arctique, plan dont parlent les autorités chinoises depuis 2017<sup>197</sup>.

Cette section a présenté certains exemples de préoccupations en matière de sécurité nationale qui ont été rendues publiques, mais il ne s'agit pas d'incidents isolés et elles ne devraient pas être traitées ainsi. Le Rapport public du SCRS 2020 fait mention de la Chine dans le segment sur l'espionnage et l'ingérence étrangère : « À titre d'exemple d'activités suscitant des préoccupations considérables, citons les auteurs de menace affiliés à la République populaire de Chine qui cherchent à exploiter les libertés fondamentales, protégées par ailleurs par la société et le gouvernement du Canada, afin de servir les intérêts politiques du Parti communiste chinois. » Il n'existe actuellement aucune mesure de transparence pour dénoncer les acteurs étrangers et leurs activités au Canada. La Chine et d'autres États étrangers hostiles emploient des tactiques de plus en plus sophistiquées, et les politiques et les organismes nationaux ne permettent pas de détecter les opérations d'influence et d'ingérence étrangères qui posent aussi des risques pour la sécurité nationale.

## Département du travail du Front uni

Le Département du travail du Front uni (DTFU), un département officiel du PCC, a été mis sur pied en 1979 sous la direction de l'ex-chef suprême Deng Xiaoping. Il a depuis été insufflé d'une nouvelle énergie sous la présidence de Xi Jinping, qui en a fait l'un des principaux objectifs de son administration et a étendu ses activités grâce à l'établissement d'un nouveau

---

<sup>193</sup> [Infectious-disease scientists at Canada's high-security lab collaborated with China](#) (20 May, 2021). *The Globe and Mail*.

<sup>194</sup> [China Defence Universities Tracker](#) (25 November, 2019). *Australian Strategic Policy Institute*.

<sup>195</sup> [China's "Arctic Silk Road"](#) (10 January, 2010). *The Maritimes Executive*.

<sup>196</sup> [China pledges to build 'Polar Silk Road' over 2021-2025](#) (4 March, 2021). *Reuters*.

<sup>197</sup> [Canada welcomes China's plan to build a "Polar Silk Road" in the Arctic](#) (11 July, 2017). *Vice*.

bureau à Xinjiang<sup>198</sup>. Le DTFU est composé de neuf bureaux dont les responsabilités se recoupent, chacun reflétant des catégories de menaces perçues pour le pouvoir du PCC. Plusieurs sont chargés de maintenir la loyauté et de faire taire la dissidence, dont à Taïwan et chez les Chinois d'outre-mer, tandis que d'autres sont dédiés aux régions contrôlées par la RPC, comme Hong Kong, Macao, le Tibet et le Turkestan oriental. Le DTFU est l'une des composantes principales du succès de la Chine pour manipuler l'opinion publique et développer des réseaux d'influence au-delà de ses frontières.

Des enquêtes ont révélé que les opérations du DTFU dans plusieurs pays étaient dirigées depuis le cœur de Beijing dans le but de charmer, d'assimiler ou d'attaquer des groupes et des individus bien précis. Le Front uni (FU) exerce une influence sur ses cibles par des moyens idéologiques, psychologiques et matériels. Même s'il s'agit d'une section du Parti, dans les dernières années, le DTFU s'est vu confier des missions importantes dans l'administration chinoise. Il est convenu que presque toutes les ambassades chinoises disposent maintenant d'employés officiellement chargés de réaliser le travail du Front uni.

Parmi les tactiques traditionnelles et simplistes du DTFU, on retrouve la censure intérieure, le dépôt de plaintes officielles aux sièges sociaux des agences de nouvelles et l'expulsion de correspondants de la Chine continentale. Toutefois, au cours des 20 dernières années, le DTFU s'est mis à recourir à des moyens d'influence plus raffinés et subtils, tels que la désinformation populaire planifiée dans les médias locaux, la création ou l'assimilation de groupes de la diaspora ou d'étudiants locaux et l'emprise des élites. Soutenu par des médias de l'État-parti chinois plus efficaces pour remodeler l'environnement mondial de l'information, le DTFU représente une menace d'influence insidieuse sur la politique et l'opinion publique au Canada et dans d'autres démocraties libérales occidentales.

## Méthodes

Au Canada, un mélange de stratégies touchant aux secteurs communautaire et médiatique est utilisé par le DTFU pour contrôler l'opinion publique sur la Chine. Le Front uni a créé et mobilisé des groupes fictifs, des ONG enregistrées et des sociétés civiles au Canada. Ces groupes sont conçus pour imiter des programmes et des activités communautaires légitimes dans les sociétés démocratiques, ou pour promouvoir la culture « chinoise ». Ils prétendent être des entités non partisans et apolitiques tout en propageant énergiquement des messages et des lignes de parti pro-Beijing, que ce soit en louant la loi sur la sécurité nationale de Hong Kong<sup>199</sup> ou en condamnant la dissidence à l'endroit des Jeux olympiques de Beijing<sup>200 201</sup>. À des moments charnières pour l'opinion publique, ces groupes du FU ont acheté des pages pleines de publicité dans la presse de langue chinoise et les journaux municipaux du Canada pour

---

<sup>198</sup> [Inside China's secret 'magic weapon' for worldwide influence](#) (25 Oct, 2017). *Financial Times*.

<sup>199</sup> "The National Congress of Chinese Canadians (NCCC), along with the Chinese Benevolent Association of Vancouver, have both publicly supported [the national security] law" [Timmy Wong: Chinese-Canadian groups that support Hong Kong's National Security Law do not represent all Chinese-Canadians](#) (5 August, 2020). *The Vancouver Sun*.

<sup>200</sup> A two-page ad in the Richmond News taken out by the Richmond-based Canadian Alliance of Chinese Associations (CACA), stating that its members "strongly oppose and condemn any boycott of the Beijing Olympics Games." [Debate over boycott of Beijing Winter Olympics hits home in Richmond](#) (19 March, 2021). *Richmond News*.

<sup>201</sup> Advertisement in the Vancouver Sun supporting the Beijing Olympics: [Open Letter: Supporting the Beijing Winter Olympics benefits all athletes and beyond](#) (12 March, 2021). *Vancouver Sun*.

renforcer le discours de Beijing tout en échappant à l'examen rigoureux des médias nationaux et grand public<sup>202 203</sup>.

Les réseaux du FU ont aussi démontré leur pouvoir mobilisateur, comme on l'a observé au tout début de la pandémie de COVID-19, quand des organismes communautaires chinois liés au consulat ont été mandatés pour acheter de l'équipement de protection individuelle à envoyer en Chine<sup>204</sup>. Comme mentionné précédemment, les groupes du FU donnent aussi un poids au discours du PCC en faisant des déclarations et des entrevues dans les médias, souvent en prétendant être des représentants de la communauté chinoise<sup>205</sup>. Cette « désinformation populaire planifiée » crée la fausse perception que ces groupes sont locaux et axés sur la communauté quand, en fait, leurs opérations sont coordonnées par des agents de liaison des consulats et de l'ambassade. Outre les « groupes communautaires », les AECC et les instituts Confucius font aussi partie de l'appareil du FU.

Lors d'autres tentatives pour galvaniser l'opinion publique, le Front uni a engagé des acteurs pour manifester et afficher un « soutien local » à Meng Wanzhou, directrice financière de Huawei, devant le palais de justice de Vancouver<sup>206</sup>. C'est le Front uni qui dirige les campagnes découlant des stratégies discursives et narratives présentées plus haut. Le récent boycottage des entreprises qui s'étaient distancées du coton de Xinjiang, associé à des actes de maltraitance, a été provoqué en Chine par une publication de la Ligue de la jeunesse communiste<sup>207</sup>, et en quelques heures, le Global Times et le China Daily, des médias d'État internationaux se sont emparés de l'histoire et ont publié des éditoriaux qui attaquaient les entreprises et félicitaient les firmes chinoises qui déclaraient utiliser le coton de Xinjiang<sup>208 209</sup>.

Le DTFU dirige le China News Service, vaste réseau de médias détenant des dizaines de bureaux outre-mer. Ses articles sont repris par des organes de presse outre-mer appartenant directement au DTFU et par des comptes WeChat en activité dans l'ensemble des pays du Groupe des cinq, dans l'Union européenne, en Russie, au Japon et au Brésil<sup>210</sup>. On estime que Beijing dépense 10 milliards de dollars par année pour étendre sa « puissance douce », et que les médias internationaux font partie de son portefeuille<sup>211</sup>. Comme mentionné précédemment, le China News Service entretient des relations avec des médias étrangers par l'entremise de son Forum international des médias en langue chinoise, qui a lieu tous les deux ans. En 2019, le Forum a donné un atelier intitulé « Comment bien raconter l'histoire de l'initiative La Ceinture et la Route »<sup>212</sup>. De multiples sources ont noté que Beijing exerce une forte influence sur la

---

202 [Canadian ads blasted Hong Kong 'radicals', invoking blood loyalty to China. Was Beijing's United Front involved?](#) (06 Jul, 2019). *South China Morning Post*.

203 [Vancouver group runs newspaper ad praising controversial new security law in Hong Kong](#) (17 July, 2020). *National Post*.

204 [United Front groups in Canada helped Beijing stockpile coronavirus safety supplies](#) (30 April, 2020). *Global News*.

205 [Vancouver rally highlights local divide over China's national security law in Hong Kong](#) (31 July, 2020). *CBC*.

206 ['What am I protesting? What am I doing here?' How one young woman says she got roped into protesting at the Meng Wanzhou trial](#) (31 January, 2020). *Toronto Star*.

207 [Xinjiang cotton could portend a US-China consumer decoupling](#) (25 March, 2021). *Quartz*

208 [Chinese State Media Fuels Backlash Against Nike, H&M And Others Over Xinjiang 'Forced Labor' Statements](#) (25 Mar, 2021). *Forbes*.

209 [Xinjiang cotton signals long, hard China-US ideological fight: Global Times editorial](#) (25 March, 2021). *Global Times*.

210 [The party speaks for you: Foreign interference and the Chinese Communist Party's united front system](#) (9 June, 2020). *Australian Strategic Policy Institute*.

211 [China is spending billions to make the world love it](#) (25 March, 2017). *The Economist*.

212 (Chinese) [Tenth Forum on the Global Chinese Language Media opens in Shijiazhuang \(media guest list included\)](#) (12 October, 2019). *San Diego Chinese Press*.

majorité des médias étrangers de langue chinoise, s'ils ne lui appartiennent pas directement<sup>213</sup>  
214 215 216

En plus de mener des opérations d'influence, le DTFU sert aussi d'agence de surveillance et de contrôle policier des Chinois et de la diaspora chinoise sur Internet (entre autres via WeChat et Weibo) et par le biais d'un réseau bien établi de groupes communautaires, d'entreprises privées et d'individus<sup>217</sup>. Dans bien des cas, les membres des communautés d'origine chinoise sont censés démontrer leur loyauté par des dons et du bénévolat et en soutenant les activités du FU.

## Sujets d'inquiétude importants

Le DTFU masque ses opérations sous le couvert de l'engagement de la communauté d'origine chinoise, et on remarque que ses tactiques sont de plus en plus sophistiquées. Même s'ils en avaient l'occasion, beaucoup seraient incapables de faire la différence entre des actes de bonne volonté et de l'ingérence étrangère. Sans des mécanismes de transparence, les établissements canadiens n'ont aucun moyen fiable de déceler les acteurs étrangers, surtout les organisations ou les individus qui cachent volontairement leurs antécédents ou leurs affiliations.

Le DTFU exerce une influence sur les établissements canadiens et les communautés outre-mer à travers des organisations du FU et des affiliés de l'État-parti chinois, et emploie souvent des tactiques coercitives et corrompues pour s'ingérer dans la société canadienne et l'influencer. L'un des objectifs clés du travail du FU est de faire en sorte que tout ce qui est dit sur la Chine suive la ligne du Parti. Bien que certains puissent voir dans les tactiques employées par le FU un exercice de la liberté d'expression qui prévaut dans les démocraties libérales, il est important de souligner que les activités du FU pour le PCC sont secrètes et coercitives et empêchent activement la diaspora et les membres de la communauté locale de tenir publiquement des propos qui dévient de la ligne du Parti.

On soupçonne également que la stratégie médiatique de Beijing implique une collaboration avec d'autres États autoritaires étrangers de même tendance. Pour consolider le discours de leurs médias d'État à l'international, depuis 2015, la Chine et la Russie se sont entendues pour publier du contenu approuvé par l'une ou l'autre. Parmi les entités chinoises concernées par cette entente, on retrouve CGTN, Global Times et Xinhua<sup>218</sup>. En outre, on dit que les médias de l'État-parti chinois appliquent plus énergiquement leur stratégie de désinformation d'inspiration russe.

---

<sup>213</sup> [Special Report 2020: Beijing's Global Megaphone](#) (2020). *Freedom House*.

<sup>214</sup> "Beijing has become the mainstream now in Chinese newspapers here," he said. "I cannot find a real independent and non-partisan newspaper here reporting Chinese affairs. I cannot find one for you." said ex-Sing Tao editor Victor Ho. [Inside Canada's Chinese-language media: 'Beijing has become the mainstream,' says ex-Sing Tao editor](#) (03 December, 2020). *National Post*.

<sup>215</sup> The influence exerted by Beijing over Chinese associations and media in Australia has grown appreciably since the late 1990s, and Beijing is understood to be in control of the majority of the local Chinese-language media. [Inside China's secret 'magic weapon' for worldwide influence](#) (25 October, 2017). *Financial Times*.

<sup>216</sup> "Most of the Chinese-language media in Canada are now owned by businesses tied to Beijing, offering positive coverage of China, while Chinese-Canadian community groups have largely fallen under the sway of the "motherland," [How China uses shadowy United Front as 'magic weapon' to try to extend its influence in Canada](#) (28 January, 2019). *National Post*.

<sup>217</sup> [Harassment & Intimidation of individuals in Canada working on China-related human rights concerns](#) (March 2020). *Canadian Coalition on Human Rights in China & Amnesty International Canada*.

<sup>218</sup> [Chinese and Russian media partner to "tell each other's stories well"](#) (22 December, 2020). *Mercator Institute for China Studies*.

# Recommandations

Il ne fait pas de doute que Beijing mène des opérations d'influence au Canada. Celles-ci sont de plus en plus sophistiquées et se sont intensifiées sous le régime de Xi Jinping. Les préoccupations énoncées dans le présent rapport sont limitées par le manque de mécanismes de signalement et de transparence qui centralisent les données et les renseignements en matière d'influence étrangère. D'autres pays, notamment la Russie, l'Iran et l'Arabie saoudite, ont été documentés comme ayant mené des opérations similaires à celles des autorités chinoises<sup>219</sup>.

Les recommandations fournies plus bas adoptent une approche antiraciste et anti-oppression. Il ne faut absolument pas déguiser des politiques discriminatoires et nuisibles en mesures servant à protéger l'indépendance du Canada. Même si le rapport démontre comment les autorités chinoises déploient différentes tactiques et stratégies pour mobiliser les Sino-Canadiens, des politiques exagérées et générales pourraient pénaliser non seulement les communautés d'origine chinoise, mais aussi toute la diaspora asiatique au Canada.

## Restrictions actuelles

À l'heure actuelle, le Canada ne dispose pas de cadre législatif en ce qui a trait à l'influence et à l'ingérence étrangères.

- **Les frontières entre l'influence et l'ingérence étrangères sont de plus en plus brouillées.**  
Charger le système de justice pénale des questions en matière d'influence et d'ingérence étrangères ne fonctionne pas. Celles-ci s'exercent généralement dans des flous juridiques et sont difficiles à résoudre par des mesures légales.
- **Les infrastructures actuelles au Canada sont mal outillées pour réagir à l'influence et à l'ingérence étrangères d'aujourd'hui.**  
Ces opérations ont évolué rapidement et se transforment constamment. Bien que certaines infrastructures existantes puissent être modifiées pour réagir à l'influence étrangère, des changements importants sur le plan stratégique et opérationnel sont nécessaires au gouvernement.

---

<sup>219</sup> [China, Russia conducting 'brazen' interference in Canada, intelligence committee warns](#) (13 March, 2020). *The Globe and Mail*.

# Programme de transparence en matière d'influence étrangère et commission publique sur l'influence étrangère

Le Canada n'est présentement pas doté d'un programme de transparence en matière d'influence étrangère. L'Australie vient de mettre à jour le sien<sup>220</sup>, tandis que le Royaume-Uni cherche à proposer une mesure législative pour créer son propre programme<sup>221</sup>.

**L'ACHK recommande au gouvernement du Canada de considérer les actions suivantes :**

- Créer un programme de transparence en matière d'influence étrangère qui répond au besoin d'un registre public, accompagné de pouvoirs d'enquête et d'application.
- Créer une commission publique servant de bureau de coordination centralisé entre tous les niveaux de gouvernement, les différents organismes, les établissements canadiens et le public.

## Programme de transparence en matière d'influence étrangère

Le programme de transparence crée un registre d'individus, d'organisations et de représentants qui agissent activement au nom des États étrangers et de leurs affiliés au Canada.

- Le registre public est une source d'information pour les Canadiens qui cherchent à entrer en partenariat avec des bailleurs de fonds étrangers. Il assure qu'ils ont accès aux renseignements adéquats pour prendre des décisions éclairées.
- En outre, un registre public est un élément dissuasif pour les intervenants étrangers, qui pourraient craindre que leurs activités soient exposées au public.
- En plus de créer un cadre législatif qui permet la mise sur pied d'un registre public, il faut lui conférer des pouvoirs d'enquête et d'application pour s'assurer que les acteurs étrangers y soient dûment enregistrés.
- Le programme devrait être accompagné de changements aux lois et aux politiques existantes pour que l'on puisse régler les problèmes de non-respect, par exemple en révoquant le statut d'organisme de bienfaisance ou en retirant l'admissibilité à l'aide financière du gouvernement.

Surtout, les intervenants étrangers et leurs affiliés seraient tenus responsables s'ils étaient reconnus fautifs. Les nouvelles mesures législatives devraient prévoir l'établissement d'une commission publique dont les activités administratives et opérationnelles comprendraient les responsabilités énoncées plus haut.

---

<sup>220</sup> [Foreign Influence Transparency Scheme Act 2018](#) (6 April, 2019). *Australian Government*.

<sup>221</sup> [Foreign Interference Unchecked: Models for U.K. Foreign Lobbying Act](#) (10 February, 2021). *The Henry Jackson Society*.

## Commission publique sur l'influence étrangère

L'ACHK recommande que cette commission constitue un guichet unique pour les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux du Canada.

### **La commission devrait avoir, entre autres, les responsabilités suivantes :**

- Conseiller et appuyer les gouvernements provinciaux, territoriaux, régionaux, municipaux et autochtones ainsi que les autres instances dirigeantes du Canada.
- Tenir des séances d'éducation et d'information pour des parties prenantes comme des organismes et des établissements canadiens.
- Recueillir des données en matière d'influence étrangère et permettre la création d'un mécanisme de signalement public accessible dans plusieurs langues, étant donné que les diasporas sont les premières cibles des opérations d'influence et d'ingérence étrangères.
- Lancer des enquêtes publiques sur les opérations d'influence et d'ingérence étrangères auprès d'entités canadiennes, entre autres des institutions politiques et civiles, le secteur privé, les universités, les établissements de recherche et d'innovation, les organismes de bienfaisance et non gouvernementaux, etc.
- Des pouvoirs d'application qui autorisent la commission à tenir pour responsables les acteurs étrangers qui enfreignent les règles du programme de transparence, notamment en leur donnant des amendes, en révoquant leur statut d'organisme de bienfaisance et en les rendant inadmissibles à du financement du gouvernement.
- Travailler avec les parties prenantes pertinentes pour concevoir des normes et des directives sur la collaboration avec des acteurs étrangers, notamment en matière de recherche, d'exportation et d'investissements.

## Justification

On ne peut s'attaquer au réseau d'influence étrangère sans transparence et sans sensibilisation. En tant qu'organe public, la commission peut assurer la liaison entre les organismes pertinents et produire des rapports publics sur le registre de transparence, mener des enquêtes, prescrire des mesures punitives et fournir des données annuelles. En se servant des rapports publics comme d'une mesure de responsabilisation, le programme de transparence en matière d'influence étrangère constitue une mesure dissuasive et applicable pour s'assurer que les acteurs malveillants soient tenus responsables.

La coordination de la commission avec le public devrait comprendre des services de protection et de contre-surveillance pour les membres de la communauté qui font l'objet de harcèlement et de menaces de la part d'acteurs étatiques étrangers. Peu importe la gravité de ces incidents, ceux-ci empiètent sur les droits fondamentaux des Canadiens et de leur famille. Même si de nombreux cas ne sont pas considérés comme des affaires criminelles ou illégales, ils devraient être soigneusement étudiés et documentés. Nous avons besoin de renforcer la résilience des communautés contre les opérations de harcèlement menées par des acteurs étrangers, qui ont non seulement affecté des dissidents du PCC, mais aussi les diasporas hongkongaise, chinoise, tibétaine et ouïghoure en général.

# Soutenir la recherche canadienne et les droits de propriété intellectuelle

La recherche et l'innovation canadiennes ne devraient pas servir aux capacités militaires et aux organismes d'application de la loi en matière de sécurité nationale d'États étrangers.

## Politique fédérale cohésive

Il nous faut une politique fédérale cohésive pour régler les partenariats avec des entités étrangères, non seulement dans le milieu universitaire, mais aussi dans les secteurs public, sans but lucratif et privé. La commission pourrait fournir des listes complémentaires qui renfermeraient les entités étrangères connues pour leurs violations des droits de la personne ou les risques qu'elles posent pour la sécurité nationale, et donc éclairer davantage les parties prenantes canadiennes qui désirent entrer en collaboration avec des acteurs étrangers.

- Un processus de demande rigoureux pour des subventions et des bourses financées par le gouvernement.
- Jared Brown de l'École de politiques publiques de l'Université de Calgary recommande que les permis d'exportation soient alloués par un tribunal, surtout en ce qui a trait aux technologies à double usage et à celles utilisées à des fins militaires ou policières<sup>222</sup>.

## Financement de l'innovation canadienne

Il faut également s'assurer que les universitaires et les chercheurs canadiens reçoivent suffisamment d'occasions de financement en dehors de celles proposées par les acteurs étatiques étrangers et leurs affiliés. Le financement de l'innovation canadienne est non seulement une occasion de protéger le milieu de la recherche au Canada, mais constitue aussi un investissement dans l'avenir du pays.

- Investir dans la recherche et l'innovation canadiennes.
- Arrêter de financer les projets soutenus par les subventions Alliance qui comprennent une collaboration avec des auteurs réputés de violations des droits de la personne ou des intervenants qui posent un risque connu pour la sécurité nationale.

---

<sup>222</sup> [An Examination of Intellectual Property Transfers to Third Party Entities at Publicly Funded Canadian Universities](#) (10 September, 2019). University of Calgary.

## **Investir dans les ressources et les infrastructures pour les communautés ethniques au Canada**

Des communautés fortes rendent notre pays plus fort. Le PCC a démontré qu'il exerce son influence sur les organismes et les communautés de langue chinoise en déployant des mécanismes de surveillance et de contrôle indirects. En soutenant ses communautés ethniques, le Canada s'assure que ses citoyens ont accès à des ressources et des infrastructures, à l'abri des régimes autoritaires et de l'ingérence des acteurs étrangers malveillants. Le gouvernement peut fournir des ressources supplémentaires aux communautés, qui sont souvent les premières cibles des opérations d'influence et d'ingérence étrangères.

**L'ACHK recommande au gouvernement du Canada de considérer les actions suivantes :**

- Augmenter le financement des programmes linguistiques, éducatifs et médiatiques destinés aux communautés allophones, car ceux-ci ne devraient pas être fournis par des acteurs étrangers.
- Accroître le financement du gouvernement pour les organismes locaux de la diaspora.

## **Protéger les données et les renseignements d'utilisateur du Canada**

Dans un monde de plus en plus dépendant à Internet, on ne peut éviter toutes les formes de collecte de données et de renseignements d'utilisateur. Le Canada devrait prendre des mesures pour réduire les risques associés aux technologies, matérielles et logicielles, souvent exploitées par le PCC (et d'autres acteurs étrangers) pour surveiller et contrôler les diasporas.

**L'ACHK recommande au gouvernement du Canada de considérer les actions suivantes :**

- Imposer des restrictions aux acteurs étrangers pour la collecte, l'achat et l'exportation de données et de renseignements d'utilisateur, notamment dans les secteurs universitaire, public et privé.

# Conclusion

L'approche de Beijing en ce qui a trait à l'influence étrangère est mue par une préoccupation profonde et grandissante pour la survie du régime. De ce fait, la Chine a enfreint des normes internationales et abusé de son pouvoir. L'appareil étatique chinois a exploité les libertés garanties par les démocraties libérales et s'en est servi comme d'une arme pour atteindre ses objectifs politiques coercitifs et corrompus à l'aide de tactiques asymétriques. Tout cela a placé le Canada, sa population et sa démocratie dans une position vulnérable.

L'approche de Beijing en ce qui a trait à l'influence étrangère est mue par une préoccupation profonde et grandissante pour la survie du régime. Dès le début de son mandat, Xi a déclaré son intention de rétablir le contrôle du Parti, de prévenir un effondrement semblable à celui de l'Union soviétique et de se préparer à la nouvelle étape « de réforme et d'ouverture » et à l'ascension du PCC au statut de grande puissance. Ces impératifs inébranlables vont assurer la poursuite de stratégies vigoureuses pour augmenter le rapport de force de la Chine avec les pays en voie de développement, et ce bien après le départ de Xi.

Aucune politique ne pourra à elle seule régler les problèmes liés aux opérations d'influence et d'ingérence étrangères. Il faudra des changements systémiques ainsi qu'une approche pangouvernementale aux interactions du Canada avec des puissances autoritaires comme la Chine. Pour prévenir la propagation de l'autoritarisme et défendre leurs intérêts, les démocraties libérales comme le Canada devront renouer avec le travail laborieux de défendre la démocratie à travers le monde.

# Annexe A – Propos tirés de forums de la communauté chinoise

Tirés de [原創：祖国饶了我们吧！我们华人只想安静地在加拿大生活](#)

[Traduction de la publication originale : La Chine, fiche-nous la paix. Nous, le peuple chinois, ne voulons que vivre tranquilles au Canada.]

Captures d'écran archivées : [page 1](#), [page 2](#), [page 3](#), [page 4](#)

Voici quelques publications traduites :

## Publication n° 1 (page 1) de TakeEasy

祖国饶了我们吧，我们真的不想再被你们的外围组织代表了，用来攻击加拿大政府和世界文明对抗了。

祖国饶了我们吧，求你们赶快把小粉红战狼接回国吧，不要再给我们华人挖坑了，台湾独立，香港国安法，真的跟我们一分钱关系都没有！

祖国饶了我们吧，求你们把世界吓尿好几次的华为研发中心和权贵孟晚舟也接回去吧，这些人真的跟我们一分钱关系都没有！

祖国饶了我们吧，你们强大和厉害我们都知道了，不要再大外宣了，这些强大除了给我们华人挖坑外，真的跟我们一分钱关系都没有，你们在国内宣传就好了。

## Traduction :

Mère patrie, ait pitié de nous, nous ne voulons absolument pas être représentés par ces organisations périphériques. Nous ne voulons pas être utilisés pour attaquer le gouvernement canadien et le reste de la civilisation.

Mère patrie, ait pitié de nous, de grâce, ramène tes loups guerriers, tes Little Pinks, à la maison. S'il te plaît, arrête de nous enfoncer, nous, les Chinois, dans un trou sans fond. Que ce soit l'indépendance de Taïwan ou la loi sur la sécurité nationale de Hong Kong, ça n'a vraiment rien à voir avec nous!

Mère patrie, ait pitié de nous, de grâce, ramène aussi ton inquiétant centre de recherche Huawei et Meng Wanzhou à la maison, ils n'ont vraiment rien à voir avec nous!

Mère patrie, ait pitié de nous, on a compris, la Chine est grande et toute puissante! Arrête de vouloir déverser ta propagande chinoise partout dans le monde. Ça n'a vraiment rien à voir avec nous, sauf de nous enfoncer dans un trou sans fond. Va répandre ta propagande chez toi, en Chine.

Publication n° 3 (page 1) de TakeEasy

今年被共产党代表了好几次

Traduction :

Le PCC m'a représenté plusieurs fois déjà cette année.

Publication n° 4 (page 1) de Compte banni

别做梦了，华夏韭菜，虽远必诛，华裔只有背锅的份，准备迎接椰奶们埋的雷吧

Traduction :

Arrêtez de rêver. « Même à des milliers de miles, celui qui confronte la Chine en paiera le prix. » Nous, les Chinois, ne serons rien de plus que leurs boucs émissaires. On doit simplement se préparer à porter le blâme.

Publication n° 6 (page 1) de 支持香港抗争

海外华人逃脱不了被中共代表的命运，除非中共灭亡

Traduction :

À moins que le PCC ne disparaisse, nous, les Chinois d'outre-mer, ne pourrons pas échapper au destin d'être représenté par lui.

Publication n° 8 (page 1) de 败给没头脑

祖国饶了我们吧

Traduction :

Mère patrie, ait pitié de nous.

Publication n° 11 (page 2) de newday

侨领们，求求你们别代表.....

谁TMD认识你们！

LOL

Traduction :

Dirigeants chinois d'outre-mer, de grâce, arrêtez de nous représenter. Pour qui vous vous prenez, put\*\*\*! LOL

Publication n° 15 (page 2) de Calm

申纪兰同志代表你们人民，这有得商量吗？

你被代表了，不用操心了。

Traduction :

Vous pensez que vous avez le choix si Shen Jilan veut vous représenter, camarades?  
Ne vous inquiétez pas, vous êtes déjà représentés

Publication n° 19 (page 2) de 三文鱼

有针对华人的歧视时，怎么这些人不站出来，代表一下子来抗争呢？

Traduction :

Quand des Chinois subissent de la discrimination, pourquoi ces gens ne se lèvent-ils pas pour aider?

Publication n° 21 (page 3) de TakeEasy

(En citant la publication n° 19)

这些人可能在等中领馆的人或大陆来的高官接见，哪有闲功夫。

Traduction :

Ces gens-là attendent probablement que le consulat chinois ou quelque autre haut placé de Chine s'en mêle. Personne ne va lever le petit doigt pour ce genre de chose.

Publication n° 38 (page 4) de 云舒

一看题目就是跪求，有毛用。

要挺直腰杆说，中国，离老子远点。每个华人，都采取不合作的态度，抵制这些各种会的活动，像春节团拜会之类的。大家都不了他们，看他们怎么邀功请赏。

Traduction :

À quoi bon les supplier? Ne cédez pas et dites : « Fiche-moi la paix, la Chine. » Tous les Chinois devraient se montrer non coopérants et boycotter leurs activités comme leurs trucs du Festival du printemps. On va voir combien de points ils vont gagner aux yeux du PCC si on ne fait que les ignorer.

## Entrevue n° 1

### Sujet

Risques des collaborations avec Huawei pour la sécurité; infiltration d'entreprises chinoises [détenues par l'État-parti] dans le milieu universitaire canadien

### Description de l'entrevue

Nous interrogeons un professeur d'informatique canadien sur son expérience avec Huawei, qui a tenté de le recruter pour un projet de recherche qu'il jugeait potentiellement contraire à l'éthique. Il nous parle de ses inquiétudes concernant ces situations fréquentes dans le milieu universitaire.

### Information sur la personne interviewée

**Nom/surnom** : <caviardé>

**Rôle/poste/affiliation** : Professeur dans un département d'informatique classé parmi les cinq meilleurs au Canada

**Date de l'entrevue** : 22 mai 2021

### Détails sur l'incident

**Qui êtes-vous? Et comment décririez-vous votre situation universitaire et votre spécialisation?**

Je suis membre du corps enseignant d'un département d'informatique classé parmi les cinq meilleurs au Canada. J'ai travaillé étroitement avec l'industrie des TI et la Défense nationale au Canada pendant plus de 10 ans.

**Huawei a offert de vous recruter pour un projet de recherche? Pourquoi, alors, avez-vous choisi de refuser?**

Une chose m'a fait très peur dès le départ. Comme je travaille dans le domaine de l'IA (et que l'IA requiert par défaut un grand volume de données d'entrée), je leur ai demandé où l'entreprise pouvait trouver les données. Le directeur s'est mis à rire et a répondu : « Tant que vous avez une bonne idée, on peut vous fournir toutes les données que vous voulez. Ce n'est vraiment pas un problème. Nos exigences sont beaucoup plus souples que dans d'autres pays. » Quelques semaines plus tard, j'ai refusé leur offre étant donné que je n'étais pas à l'aise de travailler avec ces entreprises.

**Comment Huawei a-t-elle réagi à votre refus? Vous a-t-on relancé, ou a-t-on essayé de vous recontacter?**

Quand je suis revenu dans mon établissement d'attache au Canada, la division canadienne de Huawei m'a contacté et m'a offert de m'embaucher comme consultant au triple de mon salaire actuel. Je pouvais encore travailler comme professeur. Et ils étaient prêts à offrir des subventions de recherche à mon université pour acheter un peu de mon temps. En tant que consultant, tout ce que j'avais à faire, c'était de répondre à leurs courriels. J'ai refusé la proposition.

**Pensez-vous que Huawei s'attendait à ce que vous acceptiez? Si oui, pourquoi? Avez-vous refusé strictement pour des préoccupations personnelles sur le plan éthique? Avez-vous d'autres commentaires ou inquiétudes concernant les collaborations avec Huawei à nous communiquer?**

Comme vous pouvez le voir, l'offre dont je viens de parler était vraiment très attirante parce que le fonds de recherche permet à un professeur d'agrandir son équipe de recherche, d'embaucher plus d'étudiants et de produire plus d'articles de recherche. Les universités évaluent les professeurs selon ces deux facteurs : l'argent et les articles. Mais c'est exactement le but des entreprises contrôlées par l'État-parti chinois ou des entités gouvernementales : elles veulent qu'on dépende d'eux. Après avoir engagé des étudiants au doctorat, un professeur ne peut pas simplement les congédier l'année suivante. Il aura donc besoin des entreprises pour recevoir plus de financement. C'est le moment où la « composante étatique » des entreprises peut se mettre à exiger des choses, comme des droits de propriété intellectuelle, un transfert des connaissances, des informations sensibles, etc. C'est un moyen typique de recruter rapidement un professeur, mais, franchement, ça leur coûte très cher.

Une façon plus économique de collaborer avec un professeur est de demander une subvention de recherche du CRSNG. Supposons qu'une entreprise contrôlée par le PCC fournit 0,5 M\$ à un professeur et son équipe de recherche. Si elle demande la subvention du CRSNG, le gouvernement canadien offre un autre 0,5 M\$ en fonds de contrepartie. Le professeur recevra alors 1 M\$ pour ses travaux de recherche. Certains professeurs canadiens participent à ce genre de collaboration. En tant que professeur du domaine de la sécurité nationale, je ne suis pas à l'aise avec tout ça, mais je ne sais pas vers qui me tourner pour en parler.

**Outre cette expérience, avez-vous observé des comportements que vous jugez inappropriés, inhabituels ou déplacés?**

On sait tous que Huawei collabore étroitement avec la police de la RPC et l'ALP en Chine. On dirait qu'elles peuvent obtenir toutes les données qu'elles veulent dans leurs systèmes, ce qui comprend probablement les téléphones Huawei. Pour cette raison, je m'inquiète de voir Huawei Canada démontrer un grand intérêt pour l'IA et la cybersécurité et travailler activement avec des universités canadiennes.

À part Huawei, j'ai remarqué une autre entreprise de Toronto qui s'appelle Netbrain. Les communications internes se font uniquement en chinois, même au Canada et aux États-Unis. J'ai entendu la direction là-bas s'appeler la « Garde rouge » du PDG.

**Vos interactions avec Huawei étaient-elles différentes d'avec d'autres sociétés (Google, par exemple)?**

J'ai l'impression que la plupart des autres entreprises américaines ou canadiennes veulent réellement résoudre des obstacles techniques, car on parle tout d'abord des problèmes de recherche. Les discussions sur les demandes de subventions et sur les contrats se font plus tard.

Huawei, au contraire, cite les avantages pour le professeur dès le premier contact, sans mentionner les problèmes de recherche. On dirait que leur objectif est de recruter la bonne personne plutôt que de produire des travaux de recherche technique. Il y a lieu de se demander pourquoi. Personnellement, je crois qu'ils veulent utiliser l'argent pour acheter des relations. Au moment opportun, ils pourront s'en servir pour obtenir des renseignements ou de la technologie, ou simplement demander aux professeurs de faire des déclarations qu'ils ne pensent pas vraiment. Par exemple, leur demander de dire aux médias que la 5G de Huawei est sûre.

### **Que répondriez-vous aux accusations de la RPC indiquant que les préoccupations d'ordre éthique ciblent injustement un « joyau chinois » ?**

Ça ressemble à ce qu'on a déjà vu dans le passé. Ce n'est pas difficile de voir que le comportement de Huawei suit le modèle du « piège de dépendance » imaginé par le Front uni du PCC.

Historiquement, le PCC s'est servi de la dépendance comme d'une arme d'infiltration. Toutes les infiltrations suivent un modèle, ou un processus similaire en trois étapes : « nourrir, piéger et tuer ».

- Nourrir signifie de fournir des avantages pour attirer la cible.
- Piéger veut dire de rendre la cible dépendante à la RPC.
- Tuer signifie d'obliger la cible à faire ou dire une chose contre son gré ou contraire à ses croyances.

Par comparaison, pensez aux instituts Confucius rattachés à des universités et des collèges, qui commencent en offrant beaucoup d'avantages financiers. Les universités et les collèges deviennent dépendants du financement, et l'institut finit par les transformer en machines de propagande.

Maintenant, pensez à Huawei. D'abord, la société vous offre une tonne de bénéfices financiers dès le départ, sans même parler des problèmes de recherche. Elle vise clairement les relations. C'est l'étape « nourrir ». Quand l'équipe de recherche devient dépendante, c'est là que Huawei va commencer à révéler ses vraies intentions. Vous voyez le même modèle qui est employé ici?

### **Points importants à retenir**

Quels changements politiques le gouvernement actuel devrait-il apporter? Qu'aimeriez-vous voir, personnellement?

**Suggestion n° 1 :** J'espère que le gouvernement pourra faire une liste des entreprises contrôlées par un État étranger (pas nécessairement la Chine). Les entreprises qui s'y trouvent seraient inadmissibles à des fonds de contrepartie des trois organismes (CRSNG/CRSH/IRSC), comme elles ne sont pas vraiment privées. Cela va exprimer très clairement au milieu universitaire que ce sont des entreprises à éviter.

**Suggestion n° 2 :** Éduquer les professeurs et les responsables des subventions de recherche dans les universités. J'espère que mes collègues professeurs comprennent que les entreprises

contrôlées par un État étranger sont différentes des entreprises américaines et canadiennes. Il faut expliquer aux professeurs les conséquences de collaborer avec de telles entreprises. Premièrement, les entreprises chinoises s'attendent souvent à ce que les droits de propriété intellectuelle leur appartiennent même si le travail est généralement effectué par des étudiants canadiens. Deuxièmement, les entreprises contrôlées par le PCC se soucient habituellement peu de la protection de la vie privée. Collaborer avec elles va ruiner leur crédibilité et leur réputation.

Heureusement, Sécurité publique Canada commence à offrir des ateliers « Science en sécurité ». Ils vont fournir certaines directives, mais c'est important de former les responsables des subventions de recherche dans les universités. Dans chaque université, il y a un bureau de recherche. Toutes les demandes de subventions et tous les contrats de recherche doivent être approuvés par celui-ci. Si le gouvernement peut fournir une liste d'entreprises contrôlées par un État étranger, comme mentionné dans la première suggestion, les responsables des subventions pourront déceler les risques potentiels de collaboration. Ces personnes jouent un rôle clé dans le processus. Une procédure administrative pourrait être instaurée à ce niveau.

# Entrevue n° 2

## Sujet

Influence politique

## Description de l'entrevue

Entrevue avec une membre de la campagne NoBCforXi menée en période électorale pour sensibiliser le gouvernement provincial à l'influence étrangère.

## Information sur la personne interviewée

**Nom/surnom :** Jody Chan

**Rôle/poste/affiliation :**

- Organisatrice bénévole de la [campagne NoBCforXi](#)
- Membre des [Vancouverois préoccupés par Hong Kong](#)

**Date de l'entrevue :** 4 mars 2021

## Résumé de l'entrevue

### Quelle était la raison de la campagne?

Lors des élections en Colombie-Britannique, nous avons réalisé que les candidats provinciaux n'étaient pas au courant des opérations d'influence étrangère, surtout celles du Parti communiste chinois (PCC). Nous avons lancé la campagne parce que nous voulions que les candidats et leur parti politique soient conscients de la menace que représente Xi Jinping. Le PCC enfreint activement les droits de la personne chez lui et étend énergiquement son influence en Colombie-Britannique.

### Pouvez-vous décrire la campagne?

La campagne presse la communauté à contacter des candidats et à leur poser deux questions (vous trouverez un [modèle de courriel sur cette page](#)) :

1. Vous engagez-vous à refuser tout cadeau ou don du gouvernement communiste chinois et de ses affiliés ou de tout autre gouvernement étranger qui bafoue les droits de la personne? Cela comprend, entre autres, les dons monétaires et les voyages payés.
2. Allez-vous rejeter l'initiative La Ceinture et la Route du PCC et d'autres projets de développement économique en Colombie-Britannique qui sont financés par des gouvernements autoritaires ou des entreprises ayant des liens avec des États autoritaires? Le SCRS l'a qualifiée de menace pour la sécurité nationale.

Ces deux questions avaient un double objectif : sensibiliser les politiciens et les candidats provinciaux à l'influence du PCC tout en rassurant nos communautés sur le fait que les

politiciens n'étaient pas dans le portefeuille du PCC. Nos communautés ont besoin de se sentir en sécurité, de savoir que leurs élus ne sont pas sous l'influence de leurs oppresseurs.

Tous les candidats des principaux partis aux élections provinciales de la Colombie-Britannique ont reçu ces questions pendant la campagne. À la réception des réponses, nous les avons enregistrées et entrées dans un tableau qui a été rendu public.

Les candidats ont reçu une étiquette selon s'ils étaient en faveur du PCC ou contre son influence. L'analyse était produite en fonction des preuves tirées des antécédents du candidat (qui sont inscrits dans le fichier) et de ses réponses aux questions (aussi dans le fichier). Il y avait six étiquettes possibles : Contre l'ingérence du PCC; Contre l'ingérence du PCC (probable); En faveur du PCC (probable); En faveur du PCC; En attente de la réponse; A refusé de répondre.

### Quels sont vos constats?

- De nombreux candidats ont d'abord tenté d'esquiver la question, jusqu'à ce que la communauté demande une réponse ou qu'on indique qu'ils avaient refusé de répondre (aucune réponse).
- En conversant avec les candidats, certains ne savaient sincèrement pas ce qu'était l'initiative La Ceinture et la Route ou n'étaient pas conscients que le SCRS l'avait signalée comme menace pour la sécurité nationale. Certains ne savaient pas que le PCC essayait d'influencer la politique canadienne, et quelques-uns n'étaient même pas au courant des violations graves des droits de la personne qu'il avait commises.
- Des 235 candidats des trois principaux partis provinciaux (le NPD de la Colombie-Britannique, le Parti libéral de la Colombie-Britannique et le Parti vert de la Colombie-Britannique), 197 ont refusé de répondre. Onze candidats ont reçu l'étiquette « En faveur du PCC » ou « En faveur du PCC (probable) ». Vingt-sept candidats ont été étiquetés comme « Contre l'ingérence du PCC » ou « Contre l'ingérence du PCC (probable) ».
- Quelques preuves soumises étaient préoccupantes, car nous avons appris que la Colombie-Britannique avait signé un protocole d'entente pour l'initiative La Ceinture et la Route et que certains candidats avaient pris la parole lors d'événements organisés par le Front uni. Des candidats ont été vus en train de serrer la main de personnes clés ayant été aperçues dans des contre-manifestations et ayant harcelé des Canado-Hongkongais prodémocratie.
- Quelques membres de la communauté avaient même peur de contacter certains candidats, car ils ne savaient pas si ceux-ci étaient en faveur du PCC et s'ils risquaient de se faire dénoncer aux autorités chinoises comme étant des Hongkongais prodémocratie.
- Durant les élections, [un journaliste a interrogé le premier ministre John Horgan au sujet de la campagne NoBCforXi](#). Voici sa réponse : « En tant que parti et que gouvernement, la protection des droits de la personne nous tient grandement à cœur. Par contre, les relations politiques étrangères sont de responsabilité fédérale et non provinciale », a dit le NPD, sans qu'on puisse croire qu'il allait faire part de ses préoccupations à Ottawa. Par le passé, le premier ministre John Horgan a refusé la demande de Glacier Media d'expliquer pourquoi son gouvernement continue d'appuyer un protocole d'entente sur

l'initiative chinoise La Ceinture et la Route, signé en 2016 par le Parti libéral de la Colombie-Britannique avec la province du Guangdong et toujours en vigueur sous la gouvernance de son parti. L'entente controversée vise à promouvoir les liens économiques, sociaux et culturels entre les deux pays.

## Points importants à retenir

De nombreux membres de la communauté ont trouvé ces résultats alarmants parce que le gouvernement provincial a compétence sur les accords commerciaux et les autres décisions politiques qui échappent à la surveillance du fédéral, où il y a une meilleure compréhension des affaires étrangères et des préoccupations pour la sécurité nationale. Et le fait que beaucoup de candidats aient refusé de commenter ou pensaient que le gouvernement fédéral était entièrement responsable des relations étrangères est troublant.

Il y a un manque de compréhension flagrant parmi les politiciens provinciaux sur la menace que posent les opérations d'ingérence et d'influence étrangères pour la société canadienne.

Il est absurde qu'une campagne ait été nécessaire pour demander aux politiciens de s'engager à ne pas se laisser influencer par une entité étrangère. Ce qui est encore plus préoccupant, c'est la quantité de candidats qui ont refusé de répondre. Les questions étaient simples, l'une leur demandait de ne pas se laisser influencer par des dons et des cadeaux d'États étrangers, et l'autre, de rejeter l'initiative La Ceinture et la route du PCC, qui [représente une menace selon le SCRS](#). Il est déconcertant de voir de nombreux candidats refuser de répondre à des demandes aussi claires.

# Annexe C – Recommandations de lecture

[A Preliminary Study of PRC Political Influence and Interference Activities in American Higher Education](#), publié par le Wilson Center

[China: Freedom in the World 2021](#), publié par Freedom House

[Le nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine](#), publié par Reporters sans frontières.

[China Unbound: A New World Disorder](#), de Joanna Chiu

[Deafening Whispers](#), publié par Doublethink Lab

[Hacking for Cash](#), publié par l'Institut australien de stratégie politique

[Huawei & 5G: Clarifying the Canadian Equities and Charting a Strategic Path Forward](#), publié par by Citizen Lab

[Hunting the Phoenix](#), publié par l'Institut australien de stratégie politique

[Picking Flowers, Making Honey](#), publié par l'Institut australien de stratégie politique

[Special Report 2020: Beijing's Global Megaphone](#), publié par Freedom House

[The China Defence Universities Tracker](#), publié par l'Institut australien de stratégie politique

[The Influence Environment](#), publié par l'Institut australien de stratégie politique

[The Party Speaks for You](#), publié par l'Institut australien de stratégie politique

[TikTok vs Doyin](#), publié par Citizen Lab

[We Chat, They Watch](#), publié par Citizen Lab

[Wilful Blindness: How A Network Of Narcos, Tycoons And CCP Agents Infiltrated The West](#), de Sam Cooper